



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



MANIFESTATION CONTRE L'OCCUPATION DE L'ONU!

Voir page 4

Des manifestants brandissant leurs pancartes sur lesquelles s'inscrivaient des slogans tels que : « occupation est contraire à la Démocratie ! Minustah = Choléra ! Minustah = Ingérence ! Minustah = violence sexuelle ! Minustah = violation des droits humains ! Conseil de Sécurité de l'ONU, Haïti n'a pas besoin d'occupation



L'Association des Parents des Enfants Victimes d'Intoxication au Diéthylène Glycol exige l'arrestation des Boulos

Page 3



Le Carnaval National : Pourquoi la ville des Cayes ?

Page 8



LA MACOUTISATION DE L'ETAT PAR MARTELLY

Voir page 4

Le président haïtien Michel Martelly discrètement est en train de ressusciter l'appareil de renseignements et de sécurité qui existait pendant le régime militaire néo-duvaliériste



« Le peuple bolivien vit la plus grande révolution sociale »

Page 12



Henrique Capriles face à Chávez

Page 17

Le renforcement du processus de l'arbitraire!

Par Berthony Dupont

L'on s'aperçoit maintenant, comment tout s'enchaîne en fin de compte, dans le dossier du renoncement à la nationalité haïtienne du président Martelly. C'est à une vitesse éclair que se sont succédées, la destruction de certaines archives des services d'Immigration et la réponse ambiguë de l'ambassade américaine tendant à se cabrer. Mais là où le doute s'efface, c'est quand ces mesures viennent à titre préventif pour barrer la route à la vérité. Ainsi, ces deux actes peuvent ils atteindre leur objectif visé à savoir neutraliser le secteur progressiste travaillant au sein de la commission d'enquête ?

Qu'on le veuille ou non, le jeu de Martelly ne pourra pas faire long feu, parce qu'il est au départ cousu de fil blanc et de plus basé essentiellement sur la démagogie et le mépris profond à l'égard des masses populaires qu'il pense continuer à manœuvrer à volonté et dans l'impunité, vu que pour lui, il suffit d'impressionner l'opinion internationale pour que s'effondrent toute résistance, toute velléité d'empêcher que soit bafouée la dignité d'une nation. Pour lui, tromper tout un peuple se résume à un coup de poker propre à le rendre gagnant.

Qu'on ne se méprenne pas sur ses déclarations pseudo-nationalistes destinées à la consommation interne. A la vérité, le peuple ne devrait rien attendre de ce régime inféodé au capital international qui joue sur deux fronts opposés. D'autant que, le régime n'a aucune divergence fondamentale avec la politique impériale des Etats-Unis et ne saurait aucunement nous leurrer sur le sens de la crise en cours. Elle devient même tragique au sens le plus profond du terme, puisque Washington n'a aucun intérêt à stopper cette dynamique infernale ni à déstabiliser de sitôt quelqu'un qu'il avait entièrement et totalement appuyé jusqu'à l'imposer même à la nation. Ce serait aller à l'encontre de leur propre politique et cela nous rappelle justement comment les Etats-Unis avaient protégé leurs ressortissants ainsi que les documents du groupe paramilitaire Fraph de Toto Constant et de Louis Jodel Chamblain qui avait terrorisé les masses populaires haïtiennes en 1994, rien que pour prévenir et conserver leurs intérêts présomptueux.

C'est pour une raison pareille à celle de la nationalité de Martelly que ces documents n'ont jamais été rendus publics ni même remis à l'état haïtien du fait que des américains ont participé dans ces actes de terrorisme, de là à les couvrir. Vous en souvenez-vous ?

A ce compte, la classe politique haïtienne si elle veut se racheter en ne voulant pas jouer un rôle de complice et pour ne pas cautionner un précédent qui sera difficile à gérer dans le futur devrait prendre une position de principe

à l'encontre de la bande à Martelly encadrée des sénateurs Lambert et Latortue. Deux parlementaires qui devraient être en toute logique non seulement derrière les barreaux de la justice, mais qui se trouvent par la magie politicienne à occuper encore une place importante au sommet de la hiérarchie nationale, faisant par ainsi de l'arbitraire un sûr moyen de fonctionnement dans le pays.

Par contre, l'on ne saurait ignorer le courage et les engagements pris par certains sénateurs tels que Moïse, Benoît, Bien-aimé, Nènel pour ne citer que ceux-là, tout comme il y en a d'autres qui se comportent comme des morts vivants au Sénat, des rambleurs, vu qu'ils sont inaperçus comme le cas de l'Honorable et très distingué Sénateur Roumer qui s'amuse à ne rien faire au sein du Grand Corps ? Jamais on ne l'a entendu même dans une simple déclaration. Ainsi, il est difficile de déterminer dans quel camp politique il se place tant le silence qui l'enveloppe est épais.

En vérité, ce sont ces types à comportement politique de ce genre qui font l'affaire des apaches comme Lambert et Latortue. Quand Lambert déclare « *La commission encourage le Premier ministre, les ministres et secrétaires d'Etat à déposer leurs passeports et documents de voyage dans les 48 heures qui suivent pour que nous ne nous trouvions pas dans la pénible obligation de les interpellier* », on ne sait pas réellement à quel jeu il se livre : Travaille t-il pour le Parlement ou pour la Présidence ? Rappelons que Martelly l'a déjà endossé pour les prochaines législatives en tant que candidat non plus de l'Initié mais de Tèt kale. Nous ne savons plus à quoi nous attendre de cette classe d'hommes.

Le Parlement, si c'était un Corps d'honnêtes hommes dignes, devrait s'ériger déjà en Haute cour de Justice du fait simplement des soupçons pesant sur le président et de son refus de collaborer avec l'autre Pouvoir de qui il relève.

C'est dans cette perspective qu'à l'heure des campagnes électorales aux Etats-Unis, on ose se demander : y a-t-il un secteur qui tire les ficelles du côté de la présidence et un autre du côté de la Primature, car on trouve bizarre que le chef du gouvernement ait accepté de présenter ses documents de voyage au Sénat alors que tous les autres membres du gouvernement qu'il dirige font corps de rebelles avec le président Martelly à l'exception de 9 sous-secrétaires d'Etat. Une attitude qui catégoriquement pouvait entraîner le renvoi du Premier ministre par Lambert et Latortue pour le remplacer par Lamothe ou Bellerive, mais semble t-il que Conille pour parer à tout contre-temps dénonce un scandale de détournement de 300 millions de dollars US et pour cela il entame déjà un audit sur la gestion de l'ancien Premier ministre de Préval pour des contrats juteux, jugés irréguliers avec des compagnies dominicaines durant la période d'urgence. Donc, à malin, malin et demi !

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jean-Claude Cajou
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$80 pour un an
 \$42 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Rareté de Carburant sur le marché national : Que dit le gouvernement ?

Par Evens Pierre-Louis

À Port-au-Prince, les stations d'essence sont depuis quelques jours ciblées par de très longues files de véhicules, peinant à faire la queue en vue de trouver de quoi s'approvisionner en carburant. Ce tableau pour le moins sombre se présente dans la majorité des pompes à essence qui prétendent en avoir encore quelques gouttes du précieux liquide dans leurs réservoirs de stockage.

Les principaux consommateurs, les automobilistes, les chauffeurs de taxi en particulier, passent des journées entières dans des stations d'essences espérant de parvenir à remplir leur tank, ce qui pourra permettre à ses derniers de gérer le quotidien de leur famille.

Loin d'être uniquement local, nous sommes donc en train d'assister à un sérieux manque de carburant sur le marché national puisque les grandes villes de province qui dépendent grandement de la capitale pour remplir leurs stocks, sont aussi touchées par cette pénurie d'essence.

Où est donc passé le gaz ? D'où vient cette brusque pénurie de carburant ? Des automobilistes se disent surpris de ce manque de carburant sur le marché. Certains d'entre eux dénoncent une main cachée derrière cette rareté.

« Pourquoi d'un coup, il n'y a plus de gaz ? Partout où l'on va, on vous dit qu'il n'y en a plus une goutte. Moi je reste à croire que les autorités

de l'Etat et leurs partenaires ont leurs intérêts dans cette brusque rareté de gaz sur le marché. Nous autres, de la population, c'est toujours nous qui en payerons les frais », a déclaré un chauffeur, assis derrière le volant de sa camionnette. Méchanceté ou manque de planification des autorités de l'Etat qui n'ont pas priorisé le placement des commandes du gaz à l'extérieur, les automobilistes n'ont presque plus de mots pour qualifier cette rareté inattendue de carburant.

Si cette rareté est bien réelle dans certaines stations d'essence, d'autres au contraire, distribuent en catimini leurs réserves aux plus offrants, a constaté un reporter de Haïti Liberté.

« On ne peut pas vivre sans le carburant. Ce n'est pas normal qu'on soit tout le temps en train de faire la queue comme ça en vain. Depuis mardi 7 février 2012, on a dû mal à trouver l'essence. Je suis chauffeur de taxi. C'est de ça que dépend ma famille. Donc, passer une ou deux journées sans essence, c'est aussi deux journées sans travail. Ce qui est anormal puisque je dois quotidiennement faire face à des obligations familiales » a indiqué un autre chauffeur, en ce qui a trait à ce manque de carburant qui ne concerne que la gazoline 95 et 91. Mais la longue queue formée par les véhicules dans les pompes à essence empêche, cependant d'autres consommateurs de s'approvisionner en Diesel ou en Kérosène à cause d'embouteillage.

Le gouvernement avait promis de faire venir du carburant de la Répub-

lique Dominicaine en attendant pour pallier à ce problème. 300.000 gallons de gazoline devraient donc arriver de là-bas, de manière provisoire. Mais le problème étant national, cette quantité précipitée ne représente qu'une petite goutte d'eau dans le vase, en attendant l'arrivée probable d'un tanker en provenance du Venezuela. Aux micros d'une poignée de journalistes, le secrétaire général de l'association nationale des distributeurs de produits pétroliers (ANADIPP), José Dalencourt a laissé entendre que les distributeurs n'ont pas la prérogative de placer des commandes à l'étranger. La balle est donc renvoyée dans le camp des autorités de l'Etat qui doivent définitivement prendre leurs responsabilités dans la question du carburant.

Dans la foulée, certains propriétaires de station d'essence s'adonnent déjà au marché noir, ce qui augmente automatiquement le coût normal de gallon de gazoline. Les grandes bourses, dans ce cas de figure, en profitent pour faire le plein et stocker le maximum d'essence dans leur réservoirs, alors que ceux qui ont de très faibles moyens prennent, parfois en vain, le bout de la queue dans l'espoir de parvenir à faire démarrer leurs moteurs.

A l'heure qu'il est, l'Etat ne prend encore aucune disposition pour remédier à ce problème causé par le manque d'infrastructures devant conduire à la mise en chantier d'un centre de stockage des produits pétroliers pour pouvoir répondre à long terme à la vaste demande des automobilistes.

Par Jackson Rateau

Dans l'après-midi du vendredi 10 février dernier, un grave accident qui s'est produit sur la route de Frères à Pétion-Ville, Est de la Capitale, a fait un mort et des blessés. Il s'agissait en effet d'un camion à benne basculante dont les freins ont lâché. Le conducteur, ayant perdu tout contrôle, a abandonné le véhicule qui a percuté le mur de l'institution mixte « Le Socrotique », alors que les classes venaient juste d'être renvoyées. Un des écoliers est sorti avec sa jambe

écrasée, tandis qu'une mère, accompagnant son enfant qui venait d'une autre école, a été tuée sur le champ.

Selon le directeur de l'établissement, Eddy Jean Charles, les poids lourds circulant sur la route de Frères aux heures de classe mettent en danger la vie des jeunes.

Rappelons que le 16 janvier dernier, un mois environ, un camion sans frein, ayant dévalé la route de Delmas, avait causé un terrible accident qui s'était soldé par un bilan de 40 morts et une cinquantaine de blessés graves.

gime, renforcés par les agents de la PNH, commencent leur sale mission d'intimidation avec comme cibles les médias et les artistes. « Nous étions devant le Rex Théâtre où nous avons pris à charge d'amuser le public quand des hommes revêtus d'uniforme de police, m'ont intimé l'ordre de suspendre la musique, alors que d'autres chars animalaient encore. Je lui ai demandé pourquoi n'ont-ils pas arrêté ces chars ? Dès lors, ils ont investi le camion, débranché nos câbles, éteint tous nos appareils. Ainsi, ont-ils commencé à

maltraiter nos musiciens...Un de nos hommes a été molesté, meurtri, je doute fort qu'il vivra...Un des bourreaux m'adressant ainsi : n'est-ce pas toi ? Puis, il m'a frappé sauvagement à la tête, j'ai culbuté au bord du camion... je suis très préoccupé par cette situation, issue de ce gouvernement. L'avenir des médias, des artistes, de la nation en général est très sombre. La démocratie ne survivra pas dans ce pays. Les caméramans qui rapportaient les événements ont été battus, les images séquestrées », a précisé le chanteur Donald Joseph.

APEVIDIGH exige l'arrestation des Boulos



Michelot Sainval âgé de 19 ans, victime à l'âge de 3 ans. Il souffre de toutes sortes d'handicaps chroniques : physique, mental et depuis lors, il est muet



Roudolph Boulos



Les membres de l'Association des Parents des Enfants Victimes d'Intoxication au Diéthylène Glycol (APEVIDIGH)

Le vendredi 10 février 2012, les dirigeants de l'Association des Parents des Enfants Victimes d'Intoxication au Diéthylène Glycol (APEVIDIGH) ont donné une conférence de presse à Port-au-Prince pour exiger l'arrestation et le jugement des frères Boulos responsables du laboratoire Pharval qui ont causé la mort de plus de 200 enfants avec des médicaments empoisonnés, il y a 16 ans de cela. Ils ont accusé Roudolph et Réginald Boulos de crime sur des enfants haïtiens et exigent justice et réparation.

Le porte-parole de cette association de victimes, Frantz Michel s'est ainsi exprimé au micro des médias : « Depuis 1996, les frères Boulos ont commis des crimes sur les enfants du peuple avec des médicaments empoisonnés « Afébril et Valodon » qui ont tué plus de 200 enfants et handicapé 11 autres. Crimes, injustice et impunité sont l'ennemi de la démocratie et de l'Etat de droit. Il faut que Roudolph et Réginald Boulos soient jugés pour crime contre les enfants et que la justice leur soit rendue une fois pour toutes. »

Les dirigeants de l'Association des victimes de l'une des familles les plus riches d'Haïti, les Boulos, ont dénoncé l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL) qui compte un présumé criminel dans son sein. Ils ont également dénoncé le sénateur de l'Ouest, Anacis Jean Hector qui a choisi un présumé criminel, Roudolph Boulos comme conseiller. Ils ont critiqué l'attitude du président Martelly qui se fait complice de

ce dossier. On lui a déjà adressé 5 correspondances qui sont restées jusqu'à date sans aucune suite.

Ils ont profité de l'occasion pour montrer à la presse les photos des enfants victimes et Michelot Sainval âgé de 19 ans, victime à l'âge de 3 ans. Il souffre de toutes sortes d'handicaps chroniques : physique, mental et depuis lors, il est muet.

Les parents des enfants victimes de la famille Boulos condamnent l'agissement de l'appareil judiciaire haïtien, corrompu de la base au sommet, qui se met toujours du côté de la classe possédante au détriment des victimes opprimées. Ils se disent restés déterminés à lutter jusqu'au bout afin d'obtenir justice et réparation.



Réginald Boulos

Grave accident sur la route de Frères, 1 mort et des blessés graves

Grave scène de violence aux festivités carnavalesques au Champ de Mars

Le dimanche 12 février dernier, lors des sorties précarnavalesques dans l'aire du Champ de Mars, quelques musiciens appartenus au groupe Voie des îles avec le chanteur Donald Joseph, ont été maltraités dans le cadre d'une violence inouïe par les supporters du président Michel Martelly, alias Sweet Micky. A l'instar des sauvages miliciens attachés au service de la dictature des Duvalier, ayant traqué la population haïtienne pendant plus qu'un quart de siècle, ces miliciens attachés au nouveau ré-

BILLS DUE **URGENT BILL PAYMENTS** **STARTING AT \$5** **BILLS DONE** **WESTERN UNION** *moving money for better*

*WESTERN UNION ALSO MAKES MONEY FROM CURRENCY EXCHANGE. For current exchange rate call at 1-800-590-1973. ©2012 Western Union Holdings, Inc. All Rights Reserved.

Occupation : Visite du Conseil de Sécurité de l'ONU sur fond de protestation

Par Thomas Péralte

Au moment où l'expert indépendant des Nations Unies, Michel Forts effectuait une visite d'évaluation de la situation des droits de l'homme en Haïti, le Conseil de Sécurité des Nations Unies s'apprête à se rendre en Haïti. La population continue de manifester pour dénoncer les exactions des soldats de l'ONU et exige leur départ sans condition. Aux Gonaïves, le jeudi 9 février dernier, des centaines de personnes ont manifesté dans les rues contre la présence des casques bleus de l'ONU en Haïti. Les manifestants ont dénoncé deux agents pakistanais de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah), de l'ONU d'avoir violé un jeune garçon âgé de 14 ans, le dénommé Roody Jean, le 20 janvier dernier. Les manifestants très hostiles à la Minustah ont lancé des propos injurieux envers les soldats de l'ONU. Ils ont fait savoir qu'ils n'ont pas l'intention de lâcher prise jusqu'à ce que les forces d'occupation de l'ONU quittent le pays.

Par ailleurs, une patrouille de la Minustah qui se trouvait sur le parcours de la manifestation n'a pas hésité de provoquer les protestataires en colère en tirant des coups de feu en l'air pour essayer de les intimider. En revanche, certains manifestants ont lancé des jets de pierre en direction des occupants.

Suite à l'énième cas de viol commis par des casques bleus de l'ONU aux Gonaïves sur le jeune mineur Roody Jean, le gouvernement haïtien est sorti de son silence complice. Le ministre de la justice, Michel Brunache, au nom du gouvernement a adressé une correspondance au chef civil de la Minustah, Mariano Fernandez pour lui faire part de la préoccupation du gouvernement devant une série de cas d'abus sexuels sur des mineurs haïtiens par les soldats de la Minustah. Le gouvernement haïtien exige que la justice soit rendue conformément aux dispositions légales et conventionnelles régissant les rapports entre l'Etat haïtien et les Nations Unies.

Le mercredi 8 février 2012, le Sé-



Les 15 membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies, dirigé actuellement par un Togolais, sont arrivés en Haïti le lundi 13 février pour une visite de 3 jours, pour évaluer l'exécution du mandat de la Minustah

nat haïtien a unanimement adopté une résolution demandant que les soldats pakistanais de la Minustah accusés de viol sur le jeune gonaïvien soient jugés par devant les tribunaux haïtiens. Par cette résolution, le Sénat recommande la levée de l'immunité des soldats indexés par des témoins, par la police et par la clameur publique comme présumés auteurs de ce viol. Selon la résolution, dans les cas de viol, c'est la loi du lieu (ratione loci) qui doit prévaloir.

Le sénateur Youri Latortue qui a fait cette proposition de résolution a rappelé que du 18 janvier 2005 au 31 janvier 2012, 14 cas d'exactions commises par les soldats de la Minustah ont été répertoriés dans le pays. Le viol, le harcèlement sexuel, le détournement de mineurs, la sodomie forcée, la torture constituent des infractions graves portant atteinte à la dignité humaine et sont également des actes deshumanisants et dégradants.

Rappelons que le Sénat a déjà voté une résolution demandant la fin du mandat de la Minustah d'ici octobre 2012. Certains estiment que les membres du pouvoir législatif n'ont pas besoin de passer par quatre chemins pour mettre fin au mandat illégal des forces d'occupation de l'ONU, présentes dans le pays depuis juin 2004. Il suffit de demander à l'Exécutif la transmission de l'accord du 29 juillet 2004, signé par l'ex-Premier ministre de facto, Gérard Latortue et le représentant des Nations Unies Adama Guindo pour le sanctionner.

A noter que l'expert Indépen-

dant, Michel Forst sur la situation des droits de l'homme en Haïti, malgré la violation flagrante des droits des Haïtiens par les casques bleus de l'ONU, refuse de se prononcer sur l'ensemble des cas innombrables répertoriés. « Ecoutez, c'est une question qui est abordée à chacune des conférences de presse, je le sais, parce que je lis toutes les semaines les notes de points de presse de la MINUSTAH. C'est un sujet qui préoccupe beaucoup les Haïtiens et la presse haïtienne mais le mandat qui m'a été confié est un mandat très cadré par une décision du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies et ce mandat ne porte pas sur la MINUSTAH. Néanmoins, je suis un Expert Indépendant ce qui signifie que j'ai la liberté de parole. J'ai la liberté de dire ce que je pense. Même s'il ne m'appartient pas de m'exprimer publiquement devant vous, sachez que je me suis exprimé sur ce sujet à différents niveaux au sein du système des Nations Unies ; mais il ne m'appartient pas de dire ici ce que j'ai dit aux membres de la MINUSTAH. Je pense qu'une réponse officielle a été donnée et la position de la MINUSTAH est rappelée à chaque fois ; l'immunité ne signifie pas l'impunité. Je suis au courant des demandes qui ont été faites et je crois que la Porte-parole de la MINUSTAH a déjà répondu sur ce point. Je crois qu'elle a un document écrit qui donne la position de la MINUSTAH sur cette question. »

Dans la foulée, les 15 membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies, dirigé actuellement par un Togo-

lais, sont arrivés en Haïti le lundi 13 février pour une visite de 3 jours, pour évaluer l'exécution du mandat de la Minustah, la situation sécuritaire, politique, l'état d'avancement des conditions de vie de la population sinistrée du séisme du 12 janvier et les aides de la communauté internationale. La délégation composée de 5 pays membres permanents (Etats-Unis, Chine, France, Royaume-Uni, Russie) et non-permanent, entre autres, l'Afrique du Sud, l'Allemagne, la Colombie, le Guatemala, le Maroc, l'Inde, le Pakistan, le Portugal, le Togo, l'Azerbaïdjan est conduite par Susan Rice, représentante des Etats-Unis. La présente mission comprend également les Ambassadeurs Agshin Mehdiyev de l'Azerbaïdjan, Yang Tao de la Chine, Néstor Osorio de la Colombie, Gérard Araud de la France, Peter Wittig de l'Allemagne, Gert Rosenthal du Guatemala, Hardeep Singh Puri de l'Inde, Mohammed Loulichki du Maroc, Raza Bashir Tarar du Pakistan, José Filipe Moraes Cabral du Portugal, Nikita Y. Zhukov de la Russie, Baso Sanggu de l'Afrique du Sud, Kodjo Menan du Togo – et président actuel du Conseil de Sécurité, et Philip Parham du Royaume-Uni et de l'Irlande du Nord.

Arrivée à Port-au-Prince, ils ont donné une conférence de presse au Log base de la Minustah, situé à Tabarre, nord de la capitale, où ils ont déclaré : « C'est pourquoi, en Haïti, le Conseil de Sécurité entend réitérer son soutien continu au gouvernement et au peuple haïtien dans leurs efforts visant à reconstruire leur pays, à consolider la paix, la démocratie et la stabilité, à promouvoir le redressement et le développement durable, et d'évaluer la mise en œuvre de ses résolutions pertinentes, en particulier, la Résolution 2012 (2011), et d'examiner les progrès enregistrés par le gouvernement haïtien, avec l'aide de la communauté internationale, principalement la MINUSTAH, dans les efforts déployés pour relever les défis interconnectés dans les domaines de la stabilité et de la sécurité, y compris le renforcement de l'Etat de droit et la protection des civils ; le développement économique et social, la réforme institutionnelle et la gouvernance, la gestion des frontières et les droits de l'homme ». Selon ce qu'on dit le Conseil vient en Haïti de son propre chef, non sur l'invitation de quiconque, mais en coordination avec les autorités

du pays hôte. Cette visite a été étroitement coordonnée par les autorités locales et les représentants des Nations Unies sur le terrain. Durant leur séjour les membres du Conseil de sécurité, s'entreprendront avec le président Michel Martelly, le Premier ministre Garry Conille, des parlementaires et des représentants de la société civile minoritaire.

Le Conseil effectuera également des visites sur le terrain, dans les bases des forces d'occupation de l'ONU, des camps des déplacés internes, victimes du séisme de 12 janvier 2012.

De leur côté des organisations du mouvement social haïtien qui revendiquent toujours le départ des forces d'occupation sur le territoire national, justice et réparation pour toutes les victimes des soldats de l'ONU, particulièrement celles de l'épidémie de Choléra importée par les casques bleus, ont organisé des mouvements de protestation contre l'occupation du pays par la Minustah. Dès l'arrivée du Conseil de Sécurité, devant Log base, où ils ont rencontré la presse, des dizaines de militants anti-occupation ont manifesté pour exiger le retrait définitif de la Minustah d'Haïti. Les manifestants ont brandi des pancartes sur lesquelles s'inscrivaient des slogans tels que : « occupation est contraire à la Démocratie ! Minustah = Choléra ! Minustah = Ingérence ! Minustah = violence sexuelle ! Minustah = violation des droits humains ! Conseil Sécurité de l'ONU, Haïti n'a pas besoin d'occupation. »

« La Minustah doit partir... » Ils ont lancé des propos hostiles contre les occupants de la Minustah qui se sont postés à l'entrée de log base, en face des protestataires. Le mardi 14 février, des centaines de personnes ont manifesté à Port-au-Prince contre la Minustah. Cette manifestation a démarré au Fort-National là où se trouve une base du contingent brésilien. Au moment où se déroulait cette manifestation, les membres du Conseil de Sécurité étaient à l'intérieur de cette base. Les manifestants ont lancé des propos hostiles à l'encontre des soldats présents devant la base qui étaient très menaçants. Les manifestants anti-Minustah ont poursuivi leur parcours pour se rendre au Champ-de-Mars en passant par devant les ministères de la Justice et des Affaires sociales avant de prendre fin devant la barrière nord du palais national au Champ-de-Mars.

La Macoutisation de l'Etat par Martelly

Par Kim Ives

Pendant ces derniers mois, tandis que les manchettes pointaient ailleurs, le président haïtien Michel Martelly discrètement était en train de ressusiter l'appareil de renseignements et de sécurité qui existait pendant le régime militaire néo-duvalériste en Haïti (1986-90) et qui a servi à encadrer les coups d'Etat de 1991-94 et de 2004-06

Martelly a placé à des postes clés de la sécurité des anciens officiers de l'armée haïtienne, des policiers, et des paramilitaires des escadrons de la mort, dont un grand nombre faisaient parti de la petite force « rebelle » qui a été à la tête du coup d'Etat du 29 février 2004. Pendant ce temps, des anciens soldats, et des aspirants, qui ont suivi une formation dans à peu près dix différents camps militaires autour d'Haïti, ont commencé à se révolter la semaine dernière pour exiger que l'armée haïtienne soit officiellement rétablie, ce qui était une promesse de campagne de Martelly.

Il existe également des rapports crédibles selon lesquels Martelly ras-

semble à Miami une « équipe de tueurs » militarisée, dirigée et montée par des Américains d'origine haïtienne qui ont servi dans l'armée américaine. Une source bien placée a dévoilé à Haïti Liberté que les soldats américains d'origine haïtienne cibleront certains sénateurs qui sont très critiques du président.

Un des développements les plus inquiétant est la restauration par Martelly du Service d'intelligence nationale (SIN), qui avait été une unité d'espionnage des Forces armées d'Haïti (FAD'H) créée et financée par la CIA en 1986 sous la junte militaire des généraux Henri Namphy et Williams Regala. L'unité, bien que formée soi-disant pour la lutte contre les stupéfiants, s'est « engagée dans le trafic de drogue et la violence politique », a écrit à Kathleen Marie Whitney dans son long article de 1996 « SIN, le FRAPH, et la CIA: les activités clandestines des Etats-Unis en Haïti » paru dans le Southwestern Journal of Law and Trade in the Americas. « Toutefois, la CIA a continué de donner jusqu'à 1 million de dollars par an pour le SIN, responsable de l'utilisation de leur formation par la CIA pour espionner les partisans de [l'ancien président Jean-Bertrand] Aristide et pour le

meurtre de jusqu'à 5.000 membres des mouvements démocratiques de 1986 à 1991. »

« L'unité a évolué pour devenir un instrument de terreur politique dont les officiers à des moments sont engagés dans le trafic de drogue, disent les responsables américains et haïtiens disent, » écrivait Tim Weiner dans le New York Times du 14 novembre 1995.

Le SIN a été dirigé par le colonel Joseph Baguidy, Jr., qui, en 1987 a conduit les soldats qui ont abattu le militant pour la démocratie Yves Volel quand que seul, il tenait paisiblement une protestation devant le siège de la police de Port-au-Prince, avec en main la Constitution haïtienne.

Le SIN a finalement été dissous en 1996 par l'ancien président René Préval.

Voici que, Joseph Baguidy, Jr. est de retour aujourd'hui en tant que membre de premier plan du SIN nouvellement rétabli par Martelly. Baguidy a été l'un des fondateurs et dirigeants d'origine des « rebelles » basés en République dominicaine durant le second mandat d'Aristide, selon ce que de nouveaux câbles de l'Ambassade américaine de la période révèlent. Les câbles, obtenus en vertu de la loi rela-

tive à la Liberté d'accès à l'information, sont présentés dans le nouveau livre « Le paramilitarisme et l'assaut sur la démocratie en Haïti » par Jeb Sprague, qui devrait être publié plus tard cette année par Monthly Review Press.

Le nouveau SIN est dirigé par un autre ancien colonel de la FAD'H, Irvin Méhu, alias « Ti Méhu, » qui a joué un rôle importante dans le coup d'Etat de 1991 contre Aristide. Dans un jugement rendu le 15 septembre 2003, le juge Jean Sénat Fleury avait inculpé Méhu ainsi que deux autres officiers des FAD'H – Jackson Joanis et Hérolde Cloiseau – comme « auteurs matériels » dans l'assassinat du Père Vincent par embuscade devant son domicile à Port-au-Prince. Mais près de deux ans plus tard, une cour d'appel rejetait les accusations portées contre Joanis (bien que les juges n'aient jamais nommé Méhu dans leur jugement) et le dossier pour prouver le rôle de Méhu dans l'assassinat du Père Vincent n'a eu aucune suite.

Le Réseau National de Défense des Droits humains (RNDDH) a condamné « l'incohérence des juges » qui ont rejeté le dossier dans un rapport du 6 juillet 2005 intitulé « Le Père Jean-Marie Vincent assassiné une

deuxième fois. »

La décision de la Cour d'appel « constitue un témoignage éloquent du manque de sérieux qui caractérise le traitement des dossiers criminels au niveau de la justice », a écrit le RNDDH. « Le système étale au grand jour son inefficacité et son inefficience. L'Ordonnance du Juge Sénat FLEURY renvoyant par devant le Tribunal Criminel... [et] neuf années d'enquêtes réalisées par quatre Juges d'Instruction ont été réduites à néant par le seul fait que le Greffier n'a pas signé l'Ordonnance de Clôture. Quelle Justice ! »

La clé du torpillage du dossier, d'après le RNDDH, était dans « les déclarations contradictoires de Youri LATORTUE », alors un officier de police. Latortue a bénéficié d'immunité contre toute poursuite conférée par le Tribunal, pour être un témoin dans l'affaire, mais il aurait dû être parmi les accusés. « En quoi [Latortue] a-t-il aidé vraiment le tribunal puisqu'aucune lumière n'avait été faite sur le crime ? » a demandé le rapport du RNDDH. « Quelle disposition de loi donne compétence au tribunal pour placer un témoin au-dessus de tout soupçon ? Un témoin qui a menti en plus ! »

A suivre

Taisez-vous, sinon je vous «tuipe»

Par Fanfan La Tulipe

Aujourd'hui, il m'est arrivé de fredonner un air du Jazz des Jeunes interprété par Gérard Dupervil : ti moun fwonte k ape joure granmoun o, mennen l ale nan simityè, et tout de suite j'ai adapté ces paroles à la situation politique ambiante en Haïti. J'ai alors chantonné : prezidan fwonte k ape joure jounalis o, mennen l ale wè monsnyè Kébreau. Vraiment, on se prend parfois à s'illusionner qu'une aspersion d'eau bénite pourrait peut-être chasser ces démons qui assaillent l'animal à tout moment, ce qui lui ferait peut-être du bien. Mais ce ne peut être qu'une pieuse illusion, car c'est la structure intime même de l'homme qui est vermoulue. Il est peut-être de bonne famille, mais il est de mœurs corrompues, de manières dépravées.

La nature désinvolte, licencieuse, stupidement provocatrice du mec est bien connue depuis l'époque de ses frasques, inconduites, débauches, écarts orduriers de langage, gestuelles exhibitionnistes et obscènes durant les défilés carnavalesques tant en Haïti que sur la Eastern Parkway, à Brooklyn, lors de ce populaire carnaval afro-antillais à l'automne. Il est même rapporté que son exhibitionisme ordurier et dépravé lui aurait valu d'être interdit de participer au défilé par l'édilité de New York. C'est tout dire.

Le public en a déjà assez d'être insulté ou même agressé par les menteries, tromperies, tricheries, supercherries, filouteries, fripouilleries, duperies, effronteries, cachoteries, canailleries, ticoulouteries, pitreries, bouffonneries, clowneries, conneries et, tout récemment, tuiperies de l'animal. N'ayant aucun sens du ridicule, n'ayant aucune notion de ce que peut être une autocritique, n'ayant qu'une formation intellectuelle très limitée, il continue d'en faire à sa tête, au gré de ses pulsions d'enfant mal élevé, polisson, dezôd. Et à bien regarder, on se surprend à se demander s'il ne s'agit pas d'un enfant perturbé qui a pu se faufiler à travers les mailles serrées d'une société généralement portée aux fessées et aux coups de fouet, formateurs, aux yeux des parents, d'enfants bien élevés et, plus tard, de citoyens modèles.

Effronteries. On peut se rappeler comment lors de ce débat présidentiel fade et dépourvu de substance, Mirlande Hyppolite Manigat avait demandé à Martelly de définir ce qu'est la Haute Cour de Justice. L'homme en fut incapable et bégaya quelques stupidités. Lors de l'intermède, il courut consulter ses avocats qui lui donnèrent la réponse. Sitôt de retour au podium lors de la deuxième manche des débats, Martelly après avoir donné à Mme Manigat la bonne réponse qu'il ne savait pas, eut le culot de dire à cette constitutionnaliste, à propos de la Haute Cour de Justice, qu'il lui avait «corrigé son cahier». Effronté gamin, effronté bambin, effronté politicien. Prezidan fwonte k ape joure granmoun o, mennen l ale nan simityè.

Tromperies. Le candidat fwonte avait abreuvé le public de promesses creuses et fallacieuses. Ainsi, il y a eu la trompance de l'école gratuite pour je ne me rappelle plus combien de milliers d'élèves. Les mères et pères de famille désespérés, désarçonnés par les rigueurs de la vie, du temps et d'une déveine cordée crièrent au miracle. La supercherie devint cependant claire lorsque sous prétexte d'accommodations et d'arrangements administratifs nébuleux et brumeux, la rentrée des classes fut retardée d'un mois. Et la promesse d'école gratuite a vécu ce que vivent les promesses électorales de politiciens véreux, l'espace des pirouettes mirobolantes de Sweet Micky. Les parents déçus, indignés et révoltés ne voient encore que l'herbe qui verdoie, le soleil qui poudroie et le



La toute dernière salissure de Martelly, celle en passe de devenir sa marque de fabrique, celle à laquelle on le reconnaîtra entre mille : la tuiperie

mirage des classes d'école qui se dissipoie.

Menteries. L'éducation gratuite était censée être une priorité. Tandis qu'elle part en fumée, une autre priorité, celle de reloger ceux qui vivent sous les tentes se révèle être un grand bluff, une mystification. L'argent qui aurait pu ou aurait dû être utilisé à ces fins (promises) de relogement est gaspillé dans des voyages généralement inutiles au cours desquels une vingtaine si ce n'est une trentaine de roulbeurs vont se ballader aux frais de la princesse, profitant de ces virées et dévérées présidentielles pour renouveler ou agrandir leur garde-robe et garnir leur tirelire.

Voyages dispendieux, onéreux, coûteux, ruineux, en jets privés loués à des milliers de dollars l'heure, alors que des tentes brûlent, carbonisant un enfant et jetant sur le pavé des centaines de personnes, alors que l'hôpital général manque de tout, alors que des femmes et des filles se font violer sous les tentes parce que l'argent pour payer les policiers et donner un sens à leur vie passe dans l'achat de motocyclettes et de voitures destinées aux largesses présidentielles du président bon papa, pendant que quelques concessionnaires et des membres de l'entourage présidentiel s'arrangent pour gonfler leur compte en banque.

Duperie. Durant sa campagne électorale, Martelly avait parlé de «changement» de façon profuse, se faisant passer pour un outsider qui al-

lait mettre hors de piste les adeptes du statu quo qui n'ont rien foutu pour faire avancer le pays. A ce titre, il annonçait que la transparence et l'honnêteté administrative allaient être de rigueur. Or, il se répète que le gendre du président Charles Léon Saint-Rémy a voulu s'octroyer le monopole de la distribution d'engrais dans la Vallée de l'Artibonite et aurait même fait des men-

aces au titulaire du ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles, Herbert Docteur, qui a quand même tenu l'animal en respect, ne voulant pas lui laisser l'exclusivité du pactole.

Et pendant que Papi Saint Rémy concentre ses activités flibustières dans l'Artibonite, fiston Saint-Rémy, alias Ti-Ko, s'est engagé dans le transport maritime, utilisant non pas nécessairement la voie océane mais les chemins boueux très peu orthodoxes du kache fèy. Selon des informations émanant de l'Administration générale des douanes, un navire est arrivé au mois de novembre dernier dans le port de Miragoâne avec à son bord une cargaison suspecte et occulte. Une fouille en bonne et due forme du bateau allait être réalisée par les autorités compétentes quand Ti-Ko Saint-Rémy est arrivé bride sur le cou, pye kochon à la ceinture, l'œil fulgurant, rouge et mauvais, et a fait arrêter l'opération.

Canailleries, fripouilleries, malandrinerries, et machann-kwabosalerries. C'est la première fois dans l'histoire d'Haïti, dans l'histoire tout court qu'un chef d'Etat est descendu aussi bas, en se faisant une canaille de première classe avec un attrait pour les déblosailles de bas étage s'alimentant de propos orduriers, grivois, graveleux, égrillards, putrides. Comparées aux éclats orduriers du président, les querelles entre marchands de ti sale passeraient pour de timides exercices de novices en la matière. Les députés



Taisez-vous, sinon je vous «tuipe»

du «Groupe 58», ont eu leur baptême de feu lors d'un festival ordurier avec Martelly hors de ses gonds et n'ayant pu retenir l'Artibonite en crue de ses obscénités. Il se dit que le député Bélizaire a dû, arrivé chez lui, prendre un bon bain de feuilles de corossol pour se bien nettoyer. Quant à son complet tout neuf, il a dû le précipiter au fond d'une poubelle, tellement ça puait.

Ticoulouteries et fripouilleries. Concernant la CIRH, le sénateur Steven Benoit, lors d'un point de presse le 29 septembre dernier avait dévoilé l'intention du président de demander une reconduction de cet organisme «décrié» alors qu'il avait fait campagne contre la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti lors des dernières élections. Steven Benoit avait également dénoncé l'entêtement de Michel Martelly à vouloir monter un fonds pour l'éducation en dehors des normes légales. Jusqu'à présent, personne ne connaît le montant réel des fonds prélevés sur les appels téléphoniques et les transferts, et qui pis est on ignore qui gère ces fonds. Plus qu'une tikoulouterie, une grosse koulouterie. Plus qu'une fripouilleries, une vraie fripouillonerie.

Bouffonneries et clowneries. C'est avec stupeur que lors d'une éjaculation verbale le président Martelly a appris à des journalistes médusés que «Nous devons vendre notre peuple chaud, nos jolies femmes», dans un registre tout à fait révélateur de sa perception terre à terre de l'humain et du peu de respect pour les femmes, dans la meilleure tradition de ses chansons vulgaires de goujat et de mufle. Pire, on l'a vu s'émoustiller, s'animer, s'agiter, s'exciter de recevoir au Palais national, grâce aux bons offices d'un ambassadeur peu apprécié, la richissime Martha Stewart, rên rizèz, qui avait eu de nombreux démêlés avec la justice américaine avant d'être condamnée pour délit d'initié et envoyée en prison.

Pitreries et conneries. On dit que le ridicule ne tue pas, autrement ce président serait déjà mort et enterré. Ainsi on a vu au tout début de l'année le chanteur, le jazzman incorrigible s'exhiber dans une boîte de nuit, animant l'ensemble T-Vice, hurlant

comme une bête traquée : A vie ! A vie ! Quel spectacle ! Quelle déchéance ! Quelle dégénérescence animale ! Le con n'arrêtait pas de se traiter de prezidan an, prezidan nou an, comme saisi d'être le président du pays, comme atteint d'une crise de présidentite suraiguë, comme atteint d'une paranoïa présidentielle.

C'est pendant le carnaval, à Jacmel, cette fin de semaine dernière, que le président Martelly (j'ai toujours un haut le cœur à l'appeler président) a donné la mesure de ses démesures dans la bouffonnerie. C'est pour la première fois dans l'histoire du pays, des pays où l'on célèbre le carnaval, qu'on aura vu un chef d'Etat en pleine effervescence carnavalesque se donner en pâture à la presse en se livrant à un faux «exercice de démocratie», abordant des sujets épineux de l'heure, se prêtant à une sorte de dialogue politique avec deux sénateurs dont l'un, Bien-Aimé, a profité pour rappeler à Martelly quelques vérités relatives à ses nationalités étrangères présumées.

Le bouffon et roi madriga n'a pas arrêté de gesticuler, de se contorsionner, ironisant sur sa vraie nationalité. Selon l'histrion Sweet Micky rompu à l'usage des farces grossières, le peuple haïtien n'aurait cure de la nationalité de ses dirigeants (sic), de sa nationalité à lui, irlandaise, turque, italienne ou autre. Ce qui intéresse vraiment le peuple haïtien c'est que Sweet Micky lui donne à manger. Et bien sûr, c'est ce que fait le président quand il se permet de jeter par-dessus bord l'argent de la nation (on a parlé de trois millions de dollars) pour aller se pavaner à Davos, haut lieu de la vermine argentée, réactionnaire de la planète.

La toute dernière salissure de Martelly, celle en passe de devenir sa marque de fabrique, celle à laquelle on le reconnaîtra entre mille : la tuiperie. Les journalistes accourus à l'aéroport ce vendredi de la honte en ont pris plein la figure. On a vu dans toute sa vilaine splendeur, un grossier personnage, un ti vakabon, un ti rat pakaka bien habillé, portant des vêtements Dior, Alain Figaret ou Alain Thierry. Rat môdesoufle catapulté président par les gros rat pakaka de la communauté internationale.

Les journalistes doivent continuer à faire leur métier, dénoncer les dérives autoritaires et les comportements malsains de Martelly. Mais surtout, lors de points de presse avec l'animal, ils devront se munir d'un masque à salive, car on ne sait jamais ce que peut ramener de postillons une tuiperie de Martelly.

AVIS

Les anciens Elèves et Professeurs du Collège Saint-Louis Roi de France sont invités à une Soirée de Gala à Long Island Marriott Hotel le Samedi 28 Juillet 2012 de 7hpm à minuit.

Ce sera une Soirée récréative et rétrospective.
Information:
718-826-3333

Paul E. Salvodon Coordonateur

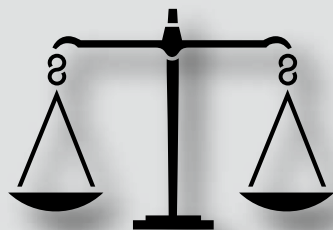
Paul J. Jourdan

Attorney at Law

107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:
(718) 859-5725
(718) 338-0222

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



Director: Florence Comeau

Interlink Translation Services

- * Translations * Interpreters
- * Immigration Services
- * Resumé * Fax Send & Receive
- * Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

Tel: 718-363-1585

832 Franklin Ave,
Brooklyn, NY 11225

HAÏTI EN ONDES & SÉRUM VÉRITÉ



Tous les dimanches de 2 h à 4 h p.m.

Deux heures d'information et d'analyse politiques animées par des journalistes chevronnés haïtiens à la pointe de l'actualité tels:

Jean Elie Th. Pierre-Louis, Guy Dorvil, Dorsainvil Bewit, Claudy Jean-Jacques, Jean Laurent Nelson, et pour Haïti Liberté, Kim Ives.

En direct avec Bénédicte Gilot depuis Haïti.
Soyez à l'écoute sur Radyo Panou & Radyo Inite.

Viktim Duvalier yo konteste òdonans jij Carvès Jean an

Madi 7 fevriye pase a plizyè viktim, diktati boutdi Jean Claude Duvalier a, an solidarite ak kèk responsab dwa moun te òganize yon rankont ak laprès, nan lokal RNDDH la sou tèm : « Enpinite pa ka desten Ayiti, fòk Duvalier ak tout akolit li yo jije. » Arebò tab konferans lan te gen plizyè viktim tankou : Denise Prophète, Celia Romulus, Nicole Magloire, Adrienne Gilbert, Robert Duval epi te genyen Danièle Magloire pou Kolektif kont enpinite, Mario Joseph pou Biwo Avoka Entènasyonal (BAI) ak Marie Yolène Gilles pour Rezo Nasyonal k ap defann dwa moun yo, ki te akonpanye yo.

Viktim diktati Duvalier yo pa t mete dlo nan bouch yo pou yo te eksplike yon lòt fwa ankò tout tray yo te pase nan prizon Fò Dimanch anba bouwo rejim sanginè sa a. Reprezantan òganizasyon dwa moun yo, bò kote pa yo, òdonans jij denstriksyon, Carvès Jean, se yon lòt gwo souflèt li bay viktim yo, se Lajistis li pase anba pye l, se enpinite l ap bay jarèt, e se yon



Danièle Magloire pou Kolektif kont enpinite

wont pou nasyon an. Odonans sa a montre yon lòt fwa ankò kesyon Leta de dwa y ap pale nan peyi a se blòf, se pawòl pou fè plezi a kominote entènasyonal la.

Nan yon rapò RNDDH te fè sou dosye Jean Claude Duvalier a, ki gen pou tit « Yon òdonans lawont. » fè konnen se sèl afè Jean Claude la, Jij Carvès Jean te enstwi san yon ankèt apwofondi, san kesyone viktim yo, alòske ankèt la te ouvè sou plizyè lòt akolit kriminel Duvalier yo, Lajistis te genyen chaj kont yo, kouwè : Michèle B. Duvalier, Simone O. Duvalier, Prosper Avril, Samuel Jérémie, Jean Sam-



Youn nan viktim rejim Duvalier a, Robert Duval

bour, Auguste Douyon, Jean Robert Estime, ki te responsab projè winè nan USAID, Ronald Bennett, Frantz Merceron, Edouard Berrouet, Colonel Franck Romain, Dr. Bernadin Rosarion (ansyen sekretè patikilye François ak Jean Claude Duvalier), Gérard Prophète ; Milice Midì, (ansyen chèf makout) Christophe Dardompre (Kolonèl et komandan gad prezidansyèl, Saint Voyis Pascal et Rony Gilot, konnye a se chèf kabinè Premye minis Garry Conille.

Sou akizasyon krim kont limanite a jij la voye jete a, òdonans li a nil paske li pa ka gen motif epi li denatire fè yo, kòz yo nan sans pa l. Jij Carvès Jean te di : « nosyon asiyasyon a rezidans pa egziste nan lwa yo nan peyi Ayiti, se Laf-rans li te sòti avè l e li mete l an aplikasyon kont Jean Claude Duvalier, se menm Carvès Jean sa a ki di nosyon krim kont limanite pa egziste nan lwa peyi Ayiti, li pap aplike l, sa a se yon desizyon degrenngòch.

Viktim yo ak òganizasyon dwa moun yo fè konnen yo pap kite dosye a tonbe, y ap pote l devan tout lòt enstans yo, si yo pa satisfè y ap pote l devan enstans entènasyonal yo jiskaske Duvalier jije pou tout zak li te fè sou pèp ayisyen an. Kolektif kont enpinite, nan yon nòt li te mete deyò fè konnen Lajistis montre li kont yon Leta dedwa demokratik : « Ak òdonans sa a, Lajistis nou an dekrete, devan Nasyon an ak Lemonn, enpinite garanti pou kriminel ak konplis yo ; se viktim yo ki merite blame. Lajistis nou an montre akèl mankman li, enkoyèrans li ak mank endepandans li. Li kwape aspirasyon nou genyen pou refonde nasyon an, lè li kache deyò rido yon reyalite ; depi 1986 ak divès zak li poze, Leta ayisyen te rekonèt rejim Duvalier a se te yon diktati ki koche peyi a, sòti 1957 pou rive 1986.

Anpil gason ak fanm bay lavi yo pou anpeche peyi nou an anfales anba diktati. Patriyòt sa yo, se te souvan de jèn moun, menm jan ak ansyen diktatè Jean Claude Duvalier ki t ap bay atoufè li yo, tonton makout ak jandam, lòd pou elimine jèn sa yo, san pitye. Pou tout moun yo maspinen, touye, disparèt, egzile, vann ; pou tout kominote yo lage nan dèy, laperèz, imilyasyon epi mete baboukèt ; pou tout domaj yo fè peyi a, lè yo plede dechèpiye Leta ; pou tout soufrans sa yo nou poko ka fin pale, nou di NON, NON ak òdonans sa a, ki mande nou dega, ki kòwonp baz demokrasi ak Leta dedwa, ki fè l pèdi lejitimite l. Nou chwazi dat senbolik 7 fe-

Kolektif Mobilizasyon Pou Dedomaje Viktim Kolera yo

pozisyon Kolektif la sou vyòl sòlda MINISTA yo fè sou jèn 14 lane Roudy Jean nan Gonayiv ak sou vizit konsèy sekirite a ap fè nan kad okipasyon peyi a.

Yon lòt fwa ankò, sòlda MINISTA yo krache sou diyite pèp ayisyen an. Apre pil ak pakèt zak kriminel MINISTA fè nan peyi a tankou: kadejak sou tifi ak ti gason, kolera li pote, maspinay ak represyon, fòs okipasyon an kontinye ap imilye pitit pèp la. Nan dat 28 jiyè 2011, nan okazyon 96 lane premye okipasyon ameriken nan peyi a, sòlda MINISTA maspinen epi fè kadejak sou jenn gason Jhony Jean nan Pòsali. Malgre zak sa a swadizan devan lajistis nan peyi Irigwe, sòlda MINISTA yo kontinye ap fè zak kriminel sa yo. Sa ki fè, sòlda MINISTA nan Gonayiv fè kadejak sou jenn gason Roudy Jean, sou plas endepandans lan Gonayiv, nan mwa janvyè 2012 la.

Kolektif la kwè, li lè li tan pou tout moun ki gen diyite nan peyi a di non, sètase. Kolektif la bat bravo pou rezolisyon senatè yo pran pou mande Nasyonzini leve iminite sòlda sa yo. Men tou, Kolektif la kwè, leve iminite sòlda yo pa sifi. Palmantè yo dwe sispann fè tèt yo konplis prezans MINISTA nan peyi a, nan reyalize pwojè ansanm ak MINISTA epi nan defini ajennnda lesjislatif sou patwonaj MINISTA, tankou jan sa te fèt sou gouvènman Preval-Michèl Pyèlèl a, nan mwa desanm 2009. Depite ak senatè yo dwe sonje palman an se youn nan enstitisyon ki gen responsablite nan defann dwa granmoun peyi a. Kidonk, palman dwe egzije pou MINISTA kite peyi a, si palmantè yo vle respekte tèt yo ak rezolisyon yo te

pran apre kadejak Pòsali a. Kolektif la aprann, tout 15 manm konsèy sekirite Nasyonzini an nan peyi a soti 13 pou rive 16 fevriye 2012. N ap tou mande konsèy sekirite a, pou li mete fen san pèdi tan, nan manda fòs kadejakè yo a, ki rele MINISTA a. Se nan menm lespri sa a, Kolektif la mande:

- 1) Pou Nasyonzini leve iminite tout sòlda ki fè move zak nan peyi a epi renmèt yo bay lajistis (menmsi jistis la fin pouri menmjan ak leta a)
- 2) Pou palman an mande pou-vwa anplas la pote akò syèj 9 jiyè 2004 la devan palmantè yo, yon mannyè pou yo ka voye akò sa a jete nan pou-bèl listwa
- 3) Pou fòs okipasyon an kite peyi a san pèdi tan
- 4) Pou tout viktim kolera, asasina, kadejak, vyòl ak maspinay MINISTA fè yo, jwenn jistis ak reparasyon nan men nasyonzini.

Kolektif la pwofite okazyon sa a pou li kSore kare bare, manifestasyon 2 òganizasyon manm Kolektif la (PEVEP ak MOLEGAFH) lanse pou madi 14 fevriye a, nan okazyon vizit konsèy sekirite a. Kolektif la mande tout fanm ak gason konsekan, militan nan katye popilè yo, ouvriye, peyizant, ti machann, elèv, etidyan, pwofesè, jounalis, elatriye..., pou yo pote kole nan manifestasyon sa a k ap kòmanse nan Fònasyon pou al bout nan zòn Chan-nmas.

Aba MINISTA ! Aba kadejakè ! Viv yon Ayiti granmoun!

**Pou Kolektif la :
Yves Pierre-Louis ak Guy Numa
13 fevriye 2012**

vriye a, kote rejim boutdi Duvalier a te blije vòle gagè, pou nou redi ak tout detèminasyon m. Nou pap koube pou asasen yo ! Kèlkeswa apui yo genyen. Jean Claude Duvalier se te yon diktatè ki te reye an mètèsyè, ki te pran dwa pou bay lavi oswa lanmò jan li pito, e ki pa t manke fè sa. Kèk tan aprè li te fin fè dappiyanp sou pouvwa a, li te deklare nan diskou 22 septanm 1971. « Tout moun ki ta va, akèl oswa anba chal, chache mete li an-travè chimen revolisyon nou an,

gran fòs listwa sa a gen pou bwote li ale, valkande li. ». Nou di NON. Non nou pap aksepte pou Duvalier vin fè nou pè, ni enpoze nou aji ».

Viktim yo denonse tout konpòtman prezidan Michel Martelly pran nan tolere enpinite nan peyi a, lè li pa bay Lajistis mwayen pou l fè travay li e lè li voye yon mesaj klè bay jij yo nan envite Jean Claude Duvalier nan yon seri seremoni. Viktim yo fè konnen Etad-edwa pa danse kole ak enpinite, fòk Jean Claude Duvalier jije.

MAXX TAX SERVICES & REAL ESTATE CONSULTANT CORP

- Income Tax: Individual • Business**
- Rapid Anticipation Check (RAC)**
- Real Estate: Residential • Commerical**
- Condo • Coop • Rentals**
- Notary Public**



Max W. Marcelin, Tax Consultant.

Cell: **718-954-5384**

Leonite Gourdet, Tax Consultant.

Cell: **718-207-3917**

Nou pale kreyòl!

1424 Flatbush Ave., Brooklyn, NY 11210

(Corner of Farragut Road)

718.576.6601

Receive a 20% discount on your tax preparation with this ad.



GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing



Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

Martelly à l'ALBA, Conille à Washington : Quels résultats pour Haïti !

Par Isabelle L. Papillon

Au début du mois de février 2012, deux délégations gouvernementales ont laissé Haïti pour l'Amérique du Sud et du Nord. D'un côté, le président Michel Martelly qui était à la tête d'une délégation, composée entre autres des ministres des Affaires étrangères, Laurent Lamothe ; du Tourisme, Stéphanie Villedouin a laissé Port-au-Prince le vendredi 3 février pour le Venezuela où il a participé au XIe Sommet de l'Alternative Bolivarienne pour les peuples d'Amérique (ALBA). Il a profité de l'occasion pour qu'il se rende au Panama, à Bahamas avant de mettre fin à ce périple par Curaçao. Il est rentré au pays le jeudi 9 février dans la soirée.

D'un autre côté, le Premier ministre, Garry Conille, lui, a conduit une délégation à Washington, composée entre autres des ministres de l'Economie et des Finances, de la Condition et aux droits de la femme, Yanick Mézile ; du président du Sénat, Desras Simon Dieu-seul, du président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des députés, Levallant Louis-Jeune, qui était invité à y prendre part, mais a décliné à la dernière minute cette invitation, en raison des tensions qui existent entre l'Exécutif et le Législatif.

Le jeudi 9 février 2012, à son retour à l'aéroport International Toussaint Louverture, le président Martelly a présenté le bilan de son voyage. Il a parlé de différentes rencontres qu'il a eues avec le président Vénézuélien et cubain, respectivement Hugo Chavez et Raul Castro. Il les invite à visiter Haïti. Le président Chavez de son côté a confirmé son intention de venir en Haïti, si son agenda le permet, il pourrait effectuer cette visite, lors d'une importante réunion de l'ALBA à Jacmel les 2 et 3 Mars prochain. Au cours d'une réunion de travail qui a duré des heures, le président Chavez s'était entretenu avec son homologue, Michel Martelly sur l'histoire enrichissante qui lie Haïti et Venezuela. Il s'est montré très reconnaissant envers la première république noire, quant à sa participation dans la lutte pour la libération de l'Amérique. Il a promis son plein soutien dans le processus de la reconstruction d'Haïti, et que le peuple Vénézuélien reste solidaire au peuple haïtien. « Il est de la responsabilité des pays de l'Amérique latine de rester unis pour aider Haïti. Nous devons trouver mille manières de coopérer davantage avec Haïti, trouver des



Michel Martelly et Hugo Chavez à Caracas

ressources, inventer, créer. » A déclaré Hugo Chavez après la signature d'un accord entre le Venezuela et Haïti, qui permettra le développement des relations commerciales entre les deux pays.

De plus, le président Chavez invite Haïti à se joindre à l'utilisation du Système Unitaire de Compensation Régionale de paiements (SUCRE), un système utilisé par les pays membres de l'ALBA pour faciliter les échanges commerciaux. Le président Chavez a expliqué que : « Si un importateur Vénézuélien achète des textiles de la Bolivie, il n'a pas besoin de dollars, il paie en Bolivie ici à une banque vénézuélienne qui donne ces bolivars à la Banque Centrale du Venezuela, qui, dans le cadre du SUCRE, transfère les fonds à la Banque Centrale du Bolivie. Ainsi, l'importation vénézuélienne a payé ses marchandises en monnaie nationale. C'est merveilleux. »

Le ministre des Affaires étrangères, Laurent Lamothe qui a donné beaucoup plus de détails sur la tournée de la délégation et les accords signés a fait savoir : « C'est une tournée qui a duré 6 jours et qui nous a permis de réaliser 44 rencontres dans ces 6 jours ce qui fait nous pouvons qualifier cette tournée de succès éclatant pour Haïti. » Selon lui, 8 accords ont été conclus et signés portant sur plusieurs domaines : économique, agriculture, social, environnement et éducatif entre autres : « 1) Le Venezuela a accepté d'augmenter

le quota de barils de pétrole par jour de 14,000 à 20,000, ce qui donnera à Haïti 100 millions de dollars en plus par an dans le fonds Petro Caribe.

2) Pour Jacmel le Gouvernement vénézuélien a promis de réaliser un projet pilote dans le secteur de la déforestation, il va envoyer 50,000 arbres et 200,000 bonbonnes de gaz propane dont notre besoin s'élève à 700,000.

3) Le Venezuela a confirmé l'envoi d'un diesel de meilleure qualité, qui contient moins de soufre (de 0.05 à 0.02)

4) Pour le Cap, le Venezuela va augmenter la capacité de production des usines électriques, de 13Mw à 30Mw, un projet qui peut prendre entre 8 à 12 mois pour être réalisé.

5) Formation d'une Commission mixte, pour gérer tous les projets. En plus de Petro Caribe, il y a plusieurs autres projets tels : une raffinerie, stockage du carburant, stockage d'asphalte, de réchauds... Cette Commission sera co-présidée par les Chanceliers Laurent Lamothe et Nicolás Maduro

6) Dans la relance de la production agricole, Président Chávez affirme que le Venezuela devrait nous aider. Le Venezuela a proposé la création d'un fonds, pour garantir l'achat des récoltes aux paysans

7) Le Venezuela offre à Haïti une mesure spéciale dans le cadre du fonds

Suite à la page (18)

Pas de trêve pour le Président!

Par Catherine Charlemagne

C'est peu dire que le Président Michel Martelly attise la flamme de la critique. Depuis bientôt une année il ne se passe pas un jour ou tout au moins une semaine sans que le chef de l'Etat n'apporte lui-même une pioche pour démolir sa propre fondation. Les périodes des grandes vacances constituent en général un moment de vide dans la vie politique et ceci dans n'importe quel pays du monde. En Haïti aussi, les vacances d'été sont une période de répit. De tranquillité. De calme. Puisque tout le monde part se reposer quelque part. A l'étranger pour une minorité. Celle ayant les moyens de ses loisirs dans les coins paradisiaques de la planète. En province pour le plus grand nombre.

Une façon comme une autre pour ne pas rester dans la fournaise de la capitale. Pourtant même pendant cette période, le Président Martelly trouve encore le moyen pour faire parler de lui. Le plus souvent, en mal. Rappelons-nous ses passes d'armes avec le Parlement dans le processus sans fin en vue de la ratification de son Premier ministre. Par ses déclarations intempestives, le Président avait lui-même retardé et failli faire capoter tout le processus. Il aura fallu le bon sens sinon l'habileté politique de certains sénateurs influents pour sortir Michel Martelly du pétrin dans lequel il s'était retrouvé avec cette affaire de la désignation et la ratification d'un chef de gouvernement.

Les mois de juillet et août dernier sont passés dans une cacophonie et un pugilat entre la présidence de la République et les deux Chambres du Parlement. Résultat : entre mai, date de son investiture et octobre 2011, date de la ratification du Premier ministre, Garry Conille, il ne s'était rien passé de concret. Il ne pouvait rien. Sauf que le Président ne cherchait pas non plus à se calmer. Trouver de compromis. De porte de sortie. Jusqu'à l'ouverture des classes, le pays vivait dans une atmosphère de surchauffe. De tension extrême. Bref, il n'y a pas eu de trêve estivale. Dès la formation du gouvernement, le Président Martelly a créé une nouvelle crise toujours en cours d'ailleurs.

Son altercation avec le député de Delmas/Tabarre, Arnel Bélizaire, débouche sur l'arrestation de l'écu en plein exercice de sa fonction. Avant même l'arrestation, tout le pays s'était emparé de l'affaire. Puisque, dans les



Michel Martelly

semaines précédentes, un déplacement de Martelly dans le Nord du pays avait donné lieu à une engueulade entre lui et un autre parlementaire. Celui-ci refusant d'applaudir le discours du chef de l'Etat, s'était vu menacer par l'un des hommes de la sécurité du Président qui tirait sans arrêt sa veste pour que celui-ci applaudisse des deux mains l'intervention de son patron. La presse avait fait ses choux gras de ce comportement peu protocolaire de l'entourage du chef de l'Etat.

De là, l'on arrive à l'interpellation du député Bélizaire à sa descente d'avion à l'aéroport de Port-au-Prince. De ce 27 octobre 2011 jusqu'à la démission du ministre de la justice, Josué Pierre-Louis, en novembre dernier, Haïti tout entier restait suspendu à ce sujet devenu une chronique quotidienne. Le Président Martelly n'a pu sauver son fauteuil que grâce à l'habileté et aux manœuvres politiques d'un Joseph Lambert et surtout pendant cette période, surtout quand la Chambre des députés était en vacances.


Vu l'émotion que cette arrestation avait suscitée auprès des élus du peuple, on doutait fort que cela finisse en queue de poisson comme on est en train de l'assister. Néanmoins, malgré les manœuvres des uns et des autres pour en tirer un profit personnel ou politique, toute l'attention était focalisée encore et toujours sur un Président de la République qui paraît prendre plaisir à déraciner ses propres semences. Faisant de ces scandales un paravent pour barrer son incapacité à apporter le changement qu'il avait promis lors de la campagne présidentielle, Michel Martelly, semble trouver dans toutes ces provocations le moyen pour

Suite à la page (14)

EXIT
3 TRUCK
BUSES FOR SALE



Year 2000
International Bus
(DT466 engine)
\$4,500
Call Al at Exit 3 Truck
508-397-0019
508-947-3467




Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

G & S AUTO SALES



- We Do Finance
- Trade-In
- Same Day Plates

Open Sundays • Closed Saturdays

4914 Tilden Avenue
Brooklyn, NY 11203

Tel: 347.442.3837

Guy Edouard, General Manager
718.791.1094
Ernest Delouis: 646.201.0603
Luc Delsius: 646.377.1008
GuyAutoAuc@aol.com

Immaculé Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn



Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue
(entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue
(entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644



Papeterie & Imprimerie

Nouvelle adresse:
101 Lalue,
Port-au-Prince, HAITI

Tels: 2512-5371
Cell: 3561-0616

IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale
Furnitures de bureau,
furnitures scolaires

Le Carnaval National : Pourquoi la ville des Cayes ?

Par Evens Pierre-Louis

Cette année, en plus de Port-au-Prince, la ville des Cayes se prépare à recevoir les festivités carnavalesques. C'est une décision unilatérale du président Michel Joseph Martelly, critiquée par plus d'un et de fait intéressée. Sur un budget de 90 millions de gourdes décaissées du Trésor public, les Cayes ont remporté le gros lot avec un tiers du fonds mis à la disposition des départements du pays soit 30 millions de gourdes et les 60 millions vont être partagés entre le reste du pays y compris Port-au-Prince. Malgré le prix faramineux que coûte le Carnaval au pays le plus pauvre de l'Amérique, au profit du secteur privé, le secteur public tarde toujours à tirer le maximum de profit de ces activités culturelles traditionnelles. Le thème central du Carnaval : « Ayiti ap dekole » les Cayes s'enchainent : « Ayiti ap dekole, Okay pran devan. » Tandis qu'un « directeur d'opinion » d'un média de la capitale a ainsi titré son éditorial : « Ayiti pap dekole en cas de rétablissement d'un régime autoritaire et despotique. »

De plus, selon les autorités du pays, l'organisation de la première version du carnaval national dans Sud du pays s'inscrit dans le processus de décentralisation des institutions et d'autres activités. Alors que



Défilé carnavalesque dans la commune de Carrefour

les prévisions constitutionnelles inscrites dans le chapitre premier, des Collectivités Territoriales et de la décentralisation n'ont jamais été mises en application. Doit-on parler de décentralisation ou de blanchiment d'argent sale ? De toute façon les activités carnavalesques vont se dérouler aux Cayes les 19, 20 et 21 février 2012, simultanément avec celles de Port-au-Prince. Mais le gouvernement Martelly/Conille a manifesté beaucoup plus d'intérêt pour les Cayes. La décision gouvernementale oblige les Cayes à accueillir l'édition 2012 du Carnaval national, l'une - si ce n'est l'unique - des plus grandes fêtes populaires du pays levant le voile sur nos valeurs artistiques et culturelles.

Pour la première fois dans l'histoire du carnaval, la troisième ville du pays se voit

confier l'organisation officielle des festivités carnavalesques. Et Port-au-Prince, la capitale, s'est vue brusquement dépossédée de ses pleins pouvoirs dans l'organisation du carnaval haïtien. Cette décision du gouvernement qui veut que les trois jours gras du carnaval deviennent une réalité dans la ville des Cayes, reste et demeure l'une des plus controversées en raison de la traditionnelle suprématie de Port-au-Prince dans les organisations depuis plus d'une centaine d'années.

« Ayiti ap dekole. Okay pran devan », est le thème retenu cette année pour le carnaval national du Sud. Mais, plus d'un se questionne déjà sur la capacité de la ville des Cayes à accueillir dignement cette fête populaire dotée d'une telle

Suite à la page (14)

Carnaval 2012 en Haïti, carnaval d'« avant ces vingt-cinq dernières années »

Par Elsie Haas

Pour le carnaval 2012 le titre générique pourrait être : « Carnaval d'avant ces vingt-cinq dernières années ». les Haïtiens devraient se déguiser en Léopards, en Ninjas, en Macoutes, en Fad'h, en Zenglendos.

Ils pourraient porter des masques à l'effigie de Duvalier François, de Duvalier Jean-Claude de Duvalier François, Jean-Claude, Nicolas : nom de l'héritier de la papadocrassie que bon voit, enfant, affublé de l'uniforme des macoutes - bon sang ne saurait mentir - et actuellement conseiller de son excellence le président Martelly.

Ils pourraient également porter des masques à l'effigie des Chanoine, Estimé, Bennett, Supplice, Day, Conille, Théard, Brunache et cie. De toute la bande des « honorables » qui ont servi l'Etat en lui faisant scrupuleusement les poches.

Les femmes ont l'embaras du choix. Costumes de Fiyet Lalo, masques de Mme Max Adolphe, maman de la conseillère en communication de Martelly de Mme Sanette Balmir, une des « Mariejeanne » responsable de la tuerie des « Vèpres de Jérémie » de Michèle Bennett, de Mme Roy, actuelle compagne du dictateur à vie, de Mme Saint-Victor, la maîtresse de Duvalier François, etc.

Les masques des « intellectuels » des régimes duvaliéristes : les Fourcand, les Trouillot, les Cinéas, les Gaillard, les Mayard-Paul, etc.

Il ne faudrait pas non plus oublier les « hommes d'affaires », les Boulos, les Apaid, les Brandt, les Baker, les Mevs, les Théard, les FlamBERT et cie, qui ont vu leurs fortunes devenir aussi grasses que leur embonpoint le montre.

Un char immense - vu l'importance de leur collaboration - serait dévolu aux « intellectuels » du « dechoukaj de la dignité en 2004 », les Trouillot, Victor, Lahens et cie, dignes héritiers des Fourcand, Trouillot, Gilot et cie. Sur ce char là on pourrait lire en grandes lettres : « Dechoukaj de la dignité »

Les marcheurs seraient accompagnés par la musique de T-Vice, de Sweet Micky, de Manno Charlemagne, de Boukman Experyans, tour à tour (le choix de l'un ou l'autre dépendant des enjeux du moment) - dans ce cas présent, du quartier traversé) Les participants de cette bande porteraient tous sur la poitrine le « hochet » de



Ravix Rémissainthe



Jean-Claude Duvalier

Napoléon. C'est une obligation. Servitude oblige. Sans oublier, évidemment, les masques des macoutes d'envergure, les Boss Pent, les Delva, les Garcia, les Axel Benjamin et autres.



Mme Max Adolphe

Avec ce carnaval, la rue deviendrait « la bibliothèque du peuple. »

J'imagine les échanges sur le passage des masques :



Louis Jodel Chamblain et Guy Philippe

Sans oublier les humanistes militaires, les Kebreau, les Regala, les Namphy, les Avril, les Cédras père et fils, Michel François, Ravix Rémissainthe, Jodel Chamblain et toute la gang des protecteurs armés du peuple haïtien. Il y en a toute une panoplie de ces tueurs.

Ce carnaval pourrait mettre sous la lumière le monde des personnages magnifiques de « avant ces vingt-cinq dernières années » et serait un hommage au président de la République Michel J. Martelly, connu pour sa nostalgie des années de « bamboche dictatoriale » qui pourraient se résumer par « grenn-nanbounda, tafia ak konpa » et auquel (au président) on droit leur « revival » tèt kale.

Mezanmi, quelle créativité, quelle leçon d'histoire vivante, accessible à tout un chacun dans les rues des villes d'Haïti. Le peuple disait que la rue était « le salon du peuple ».

« C'est qui celui-ci et celui-là ? » Et les anciens racontant à la jeunesse - sans mémoire of course - les pédiogree, les CV, les hauts faits d'armes, les délicatessen de tout ce monde de monstres ressortis de l'enfer duvaliérien. Un livre ouvert à tous les analphabètes et illettrés. En queue du cortège défilerait la bande du « Granlakouzen » au complet. Ca, j'y tiens à ce groupe organisé de délirants, de faussaires et de menteurs, fidèles serviteurs des puissants.

Défileraient la Madone des Zen et bensemble des barons et des duchesses. qui clament haut et fort l'innocence des Duvalier, vantent les mérites de l'armée « kraze zo » crachent sur les martyrs torturés de la « go-gauche ».

Ceux-là qui honorent les crimes, les vols, viols et violences des san-manman et implorant la clémence de la justice

Suite à la page (19)

DON'T LET TAX, WATER, OR REPAIR CHARGES COME BETWEEN YOU AND YOUR PROPERTY.

If you owe real estate tax, water, sewer, emergency repair, or other property-related charges, the City of New York may sell a lien on your property.

Senior, Disabled, and Veteran Homeowners May Qualify for Exemptions, but Must Apply.

Contact 311 to apply or to see if your property is on the lien sale list. You can also look for your property on the list at nyc.gov/liensale.

Do Not Delay. Respond Today!

NYC Department of Finance
David M. Frankel
Commissioner

Department of Environmental Protection
Carter H. Strickland
Commissioner

Department of Housing Preservation and Development
Mathew M. Wambua
Commissioner

The Macoutification of Martelly's Power



Former Police Chief Godwork Noël, part of Martelly's Palace Guard, has traveled with Martelly to Chile, among other places



Former Police Chief Jacky Nau, now chief of Parliament's security and attached to Martelly's Palace Guard

By Kim Ives

In the past few months, while headlines have focused elsewhere, Haitian President Michel Martelly has been quietly resurrecting the intelligence and security apparatus that existed during Haiti's neo-Duvalierist military rule (1986-90) and the coups d'état of 1991-94 and 2004-06.

Martelly has placed in key security posts former Haitian Army officers, policemen, and death-squad paramilitaries, many of whom were part of the small "rebel" force which spearheaded the Feb. 29, 2004 coup d'état against then President Jean-Bertrand Aristide.

Meanwhile, former and would-be soldiers, who have been training in up to ten military camps around Haiti, began to rise up this past week to demand that the Haitian army – demobilized since 1995 – be formally reestablished, which was a Martelly campaign promise.

There are also credible reports that Martelly is mustering in Miami a militarized "hit team," headed and manned by Haitian-Americans who have served in the U.S. military. A well-placed source told *Haiti Liberté* that the Haitian-American soldiers will target outspoken critical senators who have led the campaign to determine whether Martelly is a U.S. citizen, and hence fraudulently in power.

One of the most ominous developments is Martelly's restoration of the National Intelligence Service (SIN), which had been an Armed Forces of Haiti (FADH) spy unit created and funded by the CIA in 1986 under the military junta of Generals Henri Namphy and Williams Regala. The supposedly counter-narcotics unit was "engaged in drug trafficking and political violence," wrote to Kathleen Marie Whitney in her extensive 1996 article "SIN, FRAPH, and the CIA: U.S. Covert Action in Haiti" in the *Southwestern Journal of Law and Trade in the Americas*. "However, the CIA continued to give up to \$1 million a year to SIN, which is responsible for using their CIA training to spy on [former president Jean-Bertrand] Aristide's supporters and for murdering up to 5,000 members of democratic movements from 1986 to 1991."

"[T]he unit evolved into an instrument of political terror whose officers at times engaged in drug trafficking, American and Haitian officials say," wrote Tim Weiner in the Nov. 14, 1995 *New York Times*. Emmanuel "Toto" Constant, leader of the FRAPH death-squad, claimed to have been part of the SIN.

The SIN was led by Col. Joseph Baguidy, Jr., who in 1987 led the soldiers who fatally shot in the head democracy activist Yves Volé as he car-

ried out a peaceful one-man protest in front of Port-au-Prince's Police headquarters, holding the Haitian Constitution in hand.

The SIN was finally disbanded in 1996 by former president René Préval.

However, Joseph Baguidy, Jr. is back today as a leading member of the newly reestablished SIN.

Baguidy was one of the founders and original leaders of the 2004 Dominican Republic-based armed "rebel" movement launched during Aristide's second term, new U.S. Embassy cables from the period reveal. The cables, obtained through Freedom of Information Act requests, are presented in the new book "Paramilitarism and the Assault on Democracy in Haiti" by Jeb Sprague, due to be published later this year by Monthly Review Press.

The new SIN is headed by another former FADH colonel, Irvin Méhu, alias "Ti Méhu," who was prominent in the 1991 coup d'état against Aristide and was accused by an investigating judge in the Aug. 28, 1994 machine-gunning of Father Jean Marie Vincent. In a Sep. 15, 2005 ruling, Judge Jean Sénat Fleury indicted Méhu along with fellow FADH officers Jackson Joanis and Hérold Cloiseau as "material authors" in the ambush assassination of Father Vincent outside his home in Port-au-Prince. But almost two years later, an appeals court dismissed the charges against Joanis (although the judges never named Méhu in their ruling) and the case to prove Méhu's role in Vincent's murder was buried.

The National Network to Defend Human Rights (RNDDH) condemned the "incoherence of the judges" who dismissed the case in a Jul. 6, 2005 report entitled "Father Jean -Marie Vincent Assassinated a Second Time."

The Appeals Court ruling "constitutes an eloquent testimony to the lack of seriousness that characterizes the treatment of criminal cases before the courts," the RNDDH wrote. "The system reveals its ineffectiveness and inefficiency for all to see. The order of Judge Sénat Fleury that sent 11 presumed assassins (material authors, intellectual authors and accomplices) of Jean-Marie Vincent before a Criminal Court ... [and] nine years of investigation carried out by four Examining Magistrates have been reduced to nothing by the single fact that the Clerk did not sign the Closing Order. What sort of justice is this?"

Key to the sinking of the case, the RNDDH points out, were the "contradictory declarations of Youri Latortue," then a police officer. The Court gave Latortue immunity from prosecution to be a witness in the case, but he should have been among the accused. "How did [Latortue] really help the Court, since no light was shed on continued on p(15)

Protests Greet UN Security Council Delegation to Haiti

By Thomas Peralte

This week, the United Nations Independent Expert on Human Rights, Michel Forst, was visiting to evaluate the situation in Haiti, and the UN Security Council also sent a delegation. They were greeted by Haitians around the country demonstrating to protest abuses by UN soldiers and demanding the UN's immediate and unconditional departure.

On Feb. 9 in the northwestern town of Gonaïves, hundreds of people marched in the streets against the presence of UN occupation troops in Haiti. The demonstrators accused two Pakistani soldiers of the United Nations Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH) of raping a 14-year-old boy named Roody Jean on Jan. 20. The angry demonstrators cursed the UN troops and vowed they would remain mobilized until the UN occupation force leaves Haiti.

A MINUSTAH patrol which found itself on the march's itinerary provoked the angry protesters by firing shots in the air in an apparent attempt to intimidate them. Some protesters threw rocks at the soldiers.

The case of Roody Jean is just one more in a string of alleged sexual assaults by UN soldiers, and it has forced the Haitian government to finally break its complicit silence. Justice Minister Michel Brunache, on behalf of the government, sent a letter to MINUSTAH's civilian head, Mariano Fernandez, to express the government's concern about MINUSTAH's pattern of sexual abuse of Haitian minors. The Haitian government demanded that justice be done in accordance with legal and contractual provisions governing the relationship between Haiti and the UN.

On Feb. 8, the Haitian Senate unanimously passed a resolution requesting that the Pakistani UN soldiers accused of raping Roody Jean be tried in Haitian courts. In the resolution, the Senate recommended lifting the immunity of soldiers accused by witnesses, the police, and public outcry as perpetrators of rape. According to the resolution, in cases of rape, the law of the place of the crime (territorial jurisdiction or *ratione loci*) must prevail.

Sen. Youri Latortue, who sponsored the resolution, said that from Jan. 18, 2005 to Jan. 31, 2012, there have been 14 cases of abuse by MINUSTAH soldiers in Haiti. Rape, sexual harassment, statutory rape, forced sodomy, and torture are serious offenses against human dignity and are degrading and dehumanizing acts.

The Senate has already passed a resolution calling for MINUSTAH's withdrawal by October 2012, when its current mandate ends. Some Haitians have argued that the Parliament doesn't need to get too many resolutions to expel the UN forces which have illegally occupied Haiti since June 2004. They need only cancel the agreement of Jul. 29, 2004 authorizing MINUSTAH, signed by the former de facto Prime Minister Gérard Latortue and UN representative Adama Guindo.

Meanwhile, despite the flagrant violation of Haitians' human rights by UN troops, Michel Forst declined to speak out on these many cases. "Listen, this is an issue that is addressed in every press conference, I know, because I read the notes of MINUSTAH's weekly press briefings," Forst said in a press conference. "This is a subject of great concern to Haitians and the Haitian press, but the mandate I was given is a mandate that is framed by a decision of the UN Council of Human Rights, and that mandate does not cover the MINUSTAH. Nevertheless, I am an Independent Expert which means that I have freedom of speech. I have the free-



Demonstrators protesting on Feb. 13 outside the MINUSTAH's Log Base where the Security Council delegation was holding a press conference



U.S. Ambassador to the UN Susan Rice speaking at the UN's Log Base, with the rest of the delegation seated

dom to say what I think. Even if I cannot speak publicly in front of you now, know that I have expressed myself on this subject at various levels within the UN system. But it is not for me to say here what I said to members of MINUSTAH. I think a formal response was given and MINUSTAH's position is recalled each time. Immunity does not mean impunity. I am aware of claims that were made and I think the MINUSTAH spokesperson has already responded to this point. I think she has a written document that gives MINUSTAH's position on this issue."

A 15-member Security Council delegation arrived in Haiti on Monday, Feb. 13 for a three day visit to assess the implementation of MINUSTAH's mandate, the political and security situations, the living conditions of those still affected by the Jan. 12, 2010 earthquake, and aid from the international community. The delegation consists of representatives from the Council's five permanent members (USA, China, France, UK, Russia) as well as non-permanent members.

The delegation is headed by the U.S. Ambassador to the UN Susan Rice, and also includes Ambassadors Agshin Mehdiyev of Azerbaijan, Yang Tao of China, Néstor Osorio of Colombia, Gérard Araud of France, Peter Wittig of Germany, Gert Rosenthal of Guatemala, Hardeep Singh Puri of India, Mohammed Loulichki of Morocco, Raza Bashir Tarar of Pakistan, José Filipe Moraes Cabral of Portugal, Nikita Y. Zhukov of Russia, Baso Sangqu of South Africa, Kodjo Menan of Togo (currently the Security Council's president), and Philip Parham of the United Kingdom.

On their arrival in Port-au-Prince, the ambassadors gave a press conference at MINUSTAH's Log Base, located on the Port-au-Prince airport. The delegation gave the following statement.

"In Haiti, the Security Council intends to reiterate its continued support to the government and people of Haiti in their efforts to rebuild their country, to consolidate peace, democracy and stability, to promote recovery and sustainable development, and to evaluate implementation of its relevant

resolutions, in particular, Resolution 2012 (2011), and examine the progress made by the Haitian government, with assistance from the international community, principally MINUSTAH, in efforts to address the interconnected challenges in the areas of stability and security, including strengthening the rule of law and the protection of civilians; economic and social development, institutional reform and governance, border management and human rights."

It is said that the Council came to Haiti on its own, without the government's invitation, but in coordination with Haitian authorities and UN representatives in the field. During its stay, the delegation will meet with President Michel Martelly, Prime Minister Garry Conille, parliamentarians, and civil society representatives.

The delegation will also visit the towns of Miragoâne and Léogâne, UN troop bases, and IDP camps filled with earthquake victims.

Haitian popular groups organized demonstrations to demand the immediate withdrawal of occupation forces, and justice and reparation for all victims of UN soldiers, particularly those affected by the UN-imported cholera epidemic. As the Security Council delegation met with the press at the Log Base on their arrival in Haiti on Feb. 13, dozens of anti-occupation demonstrators protested outside waving signs that read: "Occupation is contrary to Democracy! MINUSTAH = Cholera! MINUSTAH = Interference! MINUSTAH = sexual violence! MINUSTAH = human rights violations! UN Security Council, Haiti does not need an occupation! MINUSTAH must leave!"

The next day, hundreds of people marched in Port-au-Prince against MINUSTAH. The event began at Fort National in front of the Brazilian contingent's base while the Security Council delegation was inside. The UN soldiers were very threatening to the animated, angry demonstrators. The protesters then marched to the Champ de Mars past the Ministries of Justice and Social Affairs before ending up at the north gate of the National Palace.

CONFIEZ LA PRÉPARATION DE VOS IMPÔTS (INCOME TAX) À CES ETABLISSEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ

J&M ACCOUNTING SERVICE
 Jean R. St. Jour, CB
 2916 Clarendon Road
 (between Nostrand & E. 29th St.)
 Brooklyn, NY 11226
718-284-0733

Idole Tax Services
 Jude Désir
 1773 Nostrand Avenue
 Brooklyn, NY 11226
 718-282-2574
 718-612-8833 cell

EXCELLENCE INCOME TAX
 Wilner & Frezier Frezin
 12809 West Dixie Hwy
 Miami, FL 33161
305-892-5053
786-419-0755
786-258-3351

Denasse Income Tax & Realty
 Lebens Denasse
 674 Rogers Avenue
 (Corner Clarkson)
 Brooklyn, NY 11225
 718-484-4156
 646-725-3327 cell
 ldenasse76@yahoo.com

Kenny Accounting & Income Tax Service
 Kenny & Gladys
 1805 Flatbush Avenue
 (between Ave. J & K)
 Brooklyn, NY 11210
718-252-4311

FAMILY INCOME TAX
 Herbie
 12787 West Dixie Hwy
 Miami, FL 33161
305-303-4253
305-891-2292

RAPID TAX SERVICES & IMMIGRATION
 Chantale Lemorin
 13049 West Dixie Hwy
 Miami, FL 33161
305-895-3288 off
786-306-3767 cell

GREPO ASSOCIATES, INC.
 Gregoire René
 • Income Tax
 • Unitransfer
 • Digicel
 • Translations
 • Notary Public
 4521 Church Avenue
 Brooklyn, NY 11203
718-856-1804

Esteve Enterprises
 Income Tax • Real Estate
 8402 Flatlands Avenue
 Brooklyn, NY 11236
718-251-1889
718-207-6059 cell

Elie Accounting & Tax Corp.
 7424 NE 2nd Ave.
 Miami, FL 33138
305-758-2008
305-762-2757 cell

Grenadier Tax Services
 \$30 off tax preparation with this ad
 1583 Albany Avenue
 Brooklyn, NY 11210
718-421-0162
917-202-3833 cell

S&S ENTERPRISES & TECH
 Sony Sauveur
 8400 Flatlands Avenue
 Brooklyn, NY 11236
718-676-2755
718-496-4960
 www.mizikfm.com

Ben Photo Express 54 Multiservices
 Merus Benoît
 166 NE 54th Street
 Miami, FL 33137
305-758-8080
786-273-2430 cell

Dieuveille Accounting & Tax Services
 Wilmen Dieuveille
 8226 NE 2nd Avenue
 Miami, FL 33138
305-757-7131

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax • Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate • Financial Consulting
- Notary Public • Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving) • Copying • Electronic Filing

Phone: **718.693.8229** Fax: **718.693.8269**
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
 (between Clarendon Rd & Avenue D)
Chery's Brokerage, Inc.
 1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
Tel: 718-693-8229 * Fax: 718-693-8269
CHERY'S BROKERAGE

Frantz Boisson, EA
 Licensed: US Treasury Dept.
TAX & ACCOUNTING
 Individual, Self-employed, Corporate, Cabbies, Aliens, Business Set-up, Proposals
IRS REPRESENTATION
 Audits, Back taxes, Warrants, Levies, Appeals
 3415 Avenue I
 (near Flatbush Ave.)
 Brooklyn, NY
718-462-2085

Ernst Multi Services Agency

- Income Tax • Immigration Services
- Interpreter for Immigration Court
- Traduction • Recherche de Documents
- Affidavit de Support • Carte de Travail
- Job Placement • Notary Public
- Photocopy & Fax Service

12762 West Dixie Highway
 North Miami, FL 33161
305-891-9417
786-262-0149 cell



Ernst Antoine Jean

INTEGRATED TECHNOLOGY CENTER Immigration & Tax Services

- Tax Preparation
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Electronic Filing
- Business Tax
- Tax ID
- Real Estate
- Immigration Petition
- Green Card
- Citizenship
- Passport Picture
- Notary Public





General Manager: Jerry Masters
 1814 Nostrand Avenue
 (Between Clarendon & Ave. D)
 Brooklyn, NY 11226
Tel: 646.340.2561
Cell: 917.517.4216
 Email: g.cadesca@verizon.net

F&D Tax Consulting

I WANT YOU TO GET PAID




File your Tax Return in one of our offices for the first time, and get **\$50 on the spot**

Disclaimer: Offer ends on February 16th 2012

829 SEAMAN AVE E NORTH BALDWIN NY 11510 P: 516-442-4579

8109 FLATLANDS AVE. BROOKLYN NY 11203 P: 718-684-2055

***Hier : le triomphe d'un peuple
Aujourd'hui : une célébration inoubliable***



Célébrez avec nous le Mois de l'histoire des Noirs en participant à la série d'événements *D'hier à aujourd'hui*.

Encore une fois, nous sommes heureux de présenter en février prochain D'hier à aujourd'hui, un événement culturel des plus inspirants et divertissants organisé par la TD qui met à l'avant-plan l'une des communautés les plus importantes du Canada. Venez célébrer le Mois de l'histoire des Noirs en participant à l'une de nos nombreuses activités, incluant des projections de films, des concerts, des expositions et des spectacles offerts par une brochette d'artistes canadiens et des quatre coins du monde. Qui sait, toutes ces activités palpitantes vous donneront peut-être l'occasion de vivre votre propre moment historique!

Pour en savoir plus sur les activités et leur emplacement, visitez le www.td.com/dhieraujourd'hui.



« Le peuple bolivien vit la plus grande révolution sociale »

Par Álvaro García Linera

En plus d'être le vice-président de la Bolivie, Alvaro García Linera est l'un des intellectuels les plus éminents de la gauche latinoaméricaine. Bien que mathématicien de formation (il a étudié à l'Université Nationale Autonome du Mexique), il s'est formé comme sociologue en prison et sur le terrain.

Il a théorisé l'expérience de la transformation bolivienne comme personne ne l'a fait, c'est-à-dire, avec originalité, profondeur et fraîcheur. Et l'expérience bolivienne est aujourd'hui une référence obligée et chaque fois avec une ascendance plus grande sur le mouvement populaire latinoaméricain. García Linera connaît et domine en profondeur le marxisme classique, mais il est très loin d'être doctrinaire. Sa pensée est très influencée par l'œuvre de Pierre Bourdieu.

Dans un entretien avec La Jornada, le vice-président remarque que le fait fondamental vécu dans l'actuel processus de transformation politique en cours est que les indigènes, qui sont une majorité démographique, sont aujourd'hui ministres, députés, sénateurs, et directeurs d'entreprises publiques, rédacteurs de constitutions, hauts magistrats de la justice, gouverneurs, président. C'est fait –



C'est la plus grande révolution sociale et égalitaire survenue en Bolivie depuis sa fondation

d'entreprises publiques, rédacteurs de constitutions, hauts magistrats de justice, gouverneurs, président.

« La décolonisation est un processus de démantèlement des structures institutionnelles, sociales, culturelles et symboliques qui conditionnent l'action quotidienne des peuples aux intérêts, aux hiérarchies et aux narrations imposées par des pleins pouvoirs territoriaux externes. La colonialité est une relation de domination territoriale qui s'impose de force et, avec le temps elle se « fait naturelle », en inscrivant la domination

syndicats et communautés, sont aujourd'hui les espaces du pouvoir de fait de l'État. Et ceux qui étaient auparavant condamnés à la subalternité silencieuse sont aujourd'hui les sujets décideurs de la trame politique.

« C'est du à l'ouverture de l'horizon de possibilité historique des indigènes, de pouvoir être agriculteurs, ouvriers, maçons, employés, mais aussi chanceliers, sénateurs, ministres ou juges suprêmes, c'est la plus grande révolution sociale et égalitaire survenue en Bolivie depuis sa fondation. « Des indiens au pouvoir », c'est la phrase sèche et méprisante avec laquelle les classes seigneuriales dominantes aplaties, annoncent l'hécatombe de ces six années. »

LHN :

Comment caractériser le modèle économique mis en pratique ? Est-ce une expression du socialisme au XXIe siècle ? Est-une une expression du post néolibéralisme ?

AGL :

Basiquement post néolibérale et de transition post capitaliste. On a récupéré le contrôle des ressources naturelles qui était entre les mains étrangères, pour le placer entre les mains de l'État, dirigé par le mouvement indigène (gaz, pétrole, une partie du minerais, eau, énergie électrique) ; alors que d'autres ressources, comme la terre fiscale, la grande propriété rurale et les forêts, sont passées sous contrôle de communautés et peuples indigènes-paysans.

« Aujourd'hui l'État est le principal producteur de richesse du pays, et cette richesse n'est pas évaluée comme capital ; elle est redistribuée dans la société à travers des bons, des rentes et des bénéfices sociaux directs à la population, en plus du gel des tarifs des services de base, les combustibles et la subvention de la production agricole. Il essaie d'accorder la priorité à la richesse comme valeur d'usage, au-dessus de la valeur d'échange. Dans ce sens, l'État ne se comporte pas comme un « capitaliste collectif » propre du capitalisme d'État, sinon comme un redistributeur de richesses collectives entre les travailleurs et en catalyseur des capacités matérielles, techniques et associatives des modes de production paysans, communautaires et artisanaux urbains. Dans cette expansion du communautaire agricole et urbain nous mettons notre espoir de passer par le post capitalisme, sachant que c'est aussi une œuvre universelle et non celle d'un seul pays. »

LHN :

Comment est vu depuis la Bolivie le processus d'intégration régionale ? Quel rôle jouent les États-Unis et l'Espagne ? Quel espace ont la Chine, la Russie et l'Iran ?

AGL :

Le continent latinoaméricain traverse un cycle historique exceptionnel. Une grande partie des gouvernements sont de caractère révolutionnaire et progressiste. Les gouvernements néolibéraux



La population indigène en Bolivie, aussi comme au Guatemala, est majoritaire par rapport au reste d'habitants. 62 pour cent des boliviens sont des indigènes

tendent à apparaître comme rétrogrades. Et en même temps, l'économie latinoaméricaine a déployé des initiatives internes qui lui permettent d'affronter d'une manière vigoureuse les effets de la crise mondiale. En particulier, l'importance des marchés régionaux et du lien avec l'Asie ont défini une architecture économique continentale d'un nouveau type. Il faut parier pour approfondir cette articulation régionale et, si c'est possible, nous projeter comme une es-

à faire, à dire ou à penser. Ni quand en tant que gouvernement de mouvements sociaux nous commençons à établir les bases matérielles de la souveraineté étatique après avoir nationalisé le gaz ; quand nous avons rompu avec la honteuse influence des ambassades sur les décisions ministérielles ; quand nous définissons une politique de cohésion nationale en affrontant ouvertement les tendances séparatistes latentes d'une oligarchie régionale, l'ambassade des États-Unis a pas seulement appuyé financièrement les forces conservatrices, mais elle les a organisées et elle les a dirigées politiquement, à travers une ingérence brutale dans des affaires intérieures. Cela nous a obligé à expulser l'ambassadeur et ensuite l'agence antidrogue de ce pays (DEA).

« Depuis lors les mécanismes de conspiration sont devenus plus sophistiqués : ils utilisent des organisations non gouvernementales, ils s'infiltrèrent à travers des tiers dans les groupements indigènes, divisent et projettent un leadership parallèle dans la sphère populaire, comme ce fut récemment démontré, grâce aux flux d'appels depuis l'ambassade même vers plusieurs dirigeants indigènes de la marche du Territoire Indigène et du Parc national Isiboro Sécure (TIPNIS), l'année dernière.

« En tout cas, nous cherchons des relations diplomatiques respectueuses, mais nous sommes aussi attentifs à repousser les interventions étrangères de « haute » ou de « basse » intensité. »

LHN :

Depuis certains secteurs de gauche on a signalé que le bloc conservateur a réussi à se réarticuler et est passé à l'offensive, tandis que le mouvement social qui a mené le MAS au pouvoir a été absorbé par la politique institutionnelle. Cette appréciation est-elle correcte ?

AGL :

Aujourd'hui le bloc conservateur, des oligarchies liées à l'étranger, n'a pas de projet alternatif de société capable d'articuler une volonté générale de pouvoir. L'horizon de l'actuelle politique bolivienne est marqué par un trépied vertueux : la plurinationalité (des peuples et des nations indigènes sous la conduite de l'État) ; l'autonomie (la déconcentration territoriale du pouvoir), et l'économie plurielle (la coexistence articulée par l'État de divers modes de production).

« Le projet néolibéral d'économie et de société de la droite a été battu. Ce qui caractérise aujourd'hui la politique bolivienne est l'émergence des « tensions créatrices » à l'intérieur du même bloc national-populaire au pouvoir. Passés les grands moments d'ascension de masses, où s'est construite l'idéologie universelle des grandes transformations, le mouvement social vit dans quelques cas un processus de repli corporatif. Des intérêts locaux tendent à prévaloir par moment au-dessus des nationaux,

Suite à la page (16)



Alvaro García Linera et le président Evo Morales

remarque-t-il – c'est la plus grande révolution sociale et égalitaire survenue en Bolivie depuis sa fondation.

García Linera caractérise le modèle économique de son pays comme post néolibéral et de transition post capitaliste. Un modèle qui a récupéré le contrôle des ressources naturelles qui étaient entre des mains étrangères pour les placer entre les mains de l'État, dirigé par le mouvement indigène.

Luis Hernández Navarro

(LHN) :

Cela fait déjà six ans que vous gouvernez la Bolivie. A-t-elle réellement avancé vers la décolonisation de l'État ?

Álvaro García Linera (AGL) :

En Bolivie, le fait fondamental que nous avons vécu fut que ces personnes, majorité démographique d'avant et d'aujourd'hui, les indigènes, les indiens, pour qui la brutalité de l'invasion et les sédiments centenaires de la domination avaient établi dans le sens commun des classes dominantes et des classes dominées, qu'ils étaient prédestinés à être paysans, ouvriers peu qualifiés, artisans au noir, concierges ou serveurs, sont aujourd'hui ministres, députés, sénateurs, directeurs

dans le comportement « normal », dans les routines quotidiennes, dans les perceptions mondaines des propres peuples dominés. C'est pourquoi, démonter cette machinerie de domination requiert beaucoup de temps. En particulier le temps dont on a besoin pour modifier la domination devenue le sens commun, habitude culturelle des personnes.

« Les formes d'organisation communales, agraires, syndicales du mouvement indigène contemporain, avec leurs formes de délibération en assemblées, de rotation traditionnelle de postes, dans quelques cas, de contrôle commun de moyens de production, sont aujourd'hui les centres de décision de la politique et d'une bonne part de l'économie de la Bolivie.

« Aujourd'hui, pour influencer sur les budgets de l'État, pour connaître l'agenda gouvernemental, cela ne sert pas à côtoyer des Hauts Fonctionnaires du Fonds Monétaire, de la banque Interaméricaine de Développement, des ambassades US ou européennes. Aujourd'hui les circuits du pouvoir étatique passent par les débats et les décisions des assemblées indigènes, ouvrières et de quartiers.

« Les sujets de la politique et l'institution réelle du pouvoir se sont déplacés vers le sein plébien et indigène. Ce qu'on appelait auparavant les « espaces de conflit », comme les

Terre, eau et résistance en Amérique Latine

Par Raúl Zibechi

Ce qui arrive à l'Amérique Latine par rapport aux biens communs (eau, terre, biodiversité) est quelque chose de plus qu'une succession de conflits locaux. Par moments l'intensité des affrontements donne l'impression que nous marchons vers une conflagration générale, qui a pour l'instant des expressions locales et régionales, mais qui se répètent dans presque tous les pays. « La Grande marche nationale de l'eau », qui a commencé le 1er février à Cajamarca, au Pérou, est la réponse des mouvements populaires à la répression et à l'état d'urgence dans trois provinces de la part du gouvernement d'Ollanta Humala, devant la grève de 11 jours au Cajamarca contre le projet minier « Conga ». La caravane arrivera ce vendredi (10 février) à Lima pour freiner l'usage de produits polluants comme le mercure et pour déclarer l'eau comme droit de l'homme.

« Conga » est un projet de la société Minière Yanacocha, la première dans l'extraction d'or en Amérique du Sud, qui prévoit d'investir presque 5 milliards de dollars et d'assécher quatre lacs, deux pour extraire de l'or et deux autres pour emmagasiner des déchets. Les activités dans la « Conga » sont paralysées depuis la grève de novembre. Le plus important est que le mouvement a réussi à dépasser le niveau local pour devenir la confluence des organisations sociales les plus importantes dans une action majeure de caractère national.

Au nord de l'Argentine a été réactivée la résistance à l'industrie minière. En janvier ont eu lieu des mobilisations massives, poussées par les assemblées citoyennes, dans les provinces de La

Rioja, Catamarca et Tucumán, contre les projets miniers « Famatina » et « Bajo La Alumbra ». A La Rioja la mobilisation populaire a forcé le maire de la capitale provinciale à se prononcer contre la méga-industrie minière, bien qu'il soit aligné sur le gouvernement national.

A Catamarca le blocus sur les camions qui se dirigent vers « Bajo La Alumbra » a amené l'entreprise à licencier le personnel et à arrêter l'exploitation par manque de produits de production et de ressources dans la mine. Plus de trois semaines que les militants de l'Assemblée de Citoyens en Défense de la Vie et de l'Eau bloquent le passage des camions qui appartiennent à l'entreprise minière et qui circulent entre Tinogasta, Belén et Santa María.

L'un des conflits les moins visibles mais avec un fort potentiel de déstabilisation, est celui qui existe au Paraguay entre des paysans et des colons d'origine brésilienne, connus populairement comme les brasiguayos. On estime qu'il y a 8 millions d'hectares, 20 % de la surface du pays, adjugés illégalement, surtout sous la dictature d'Alfredo Stroessner (1954-1989). Une partie importante de ceux-ci a été donnée à des colons provenant du Brésil, à un dollar l'hectare dans la zone frontalière.

Maintenant ce sont des grands producteurs de soja qui sortent leur production par le Brésil sans même payer d'impôts. M. Tranquilo Favero, le roi du soja, possède 45 mille hectares de terres de bonne qualité sur lesquelles il récolte jusqu'à 130 000 tonnes chaque année, qui lui rendent environ 50 millions de dollars, dans la zone de Nacunday, Haut Paraná. C'est la région la plus chaude de l'actuel conflit, où s'affrontent des sans terre et des

propriétaires terriens, mais où les gouvernements de Fernando Lugo y Dilma Rousseff sont aussi impliqués.

Si la production de soja, avec ses conséquences en terme de contamination et d'expulsion de paysans, est grave, la question frontalière l'est aussi. Des 400 000 brésiliens qui vivent au Paraguay, environ 250 000 occupent la ceinture frontalière avec le Brésil. En 2007 le gouvernement paraguayen a approuvé la Loi de la Frontière qui stipule que les étrangers ne peuvent pas avoir des terres à moins de 50 kilomètres de la frontière, afin de consolider la souveraineté nationale. Le Brésil a une législation similaire bien que plus stricte.

En 2011 s'est formée la « Coordination Nationale de Lutte pour la Récupération des terres Mal acquises » – à laquelle participent plus de 20 organisations paysannes, sociales et des partis de gauche – qui a réalisé sa première marche le 25 octobre dernier. Les dirigeants soutiennent qu'ils pourraient favoriser la récupération de ces terres à 400 000 paysans.

La question de la terre est l'un des sujets les plus délicats au Paraguay, par sa longue histoire de corruption, d'abus et de répression qui ont abouti à la spoliation des paysans. Lugo est arrivé au gouvernement en grande partie par sa relation étroite avec la lutte pour la réforme agraire quand il était évêque. Sous son gouvernement la réforme agraire n'a pas avancé, mais dans les derniers mois les paysans regroupés dans la Ligue Nationale de Carperos (parce qu'ils campent sous des tentes) occupent des terres de brasiguayos.

La ligue est née il y a deux ans devant l'inaction du mouvement paysan dans la lutte pour la terre, mais la coordination dans un communiqué



M. Tranquilo Favero, le roi du soja, possède 45 mille hectares de terres de bonne qualité sur lesquelles il récolte jusqu'à 130 000 tonnes chaque année

récent estime que ses actions font partie d'une « stratégie déstabilisatrice » contre le gouvernement de Lugo et que à son sens « prime l'influence de provocateurs qui nuisent objectivement à la lutte historique pour la terre et la réforme agraire ».

Dans le panorama complexe des mouvements paraguayens, il ne convient pas de simplifier. La lutte des « carperos » est légitime mais tout indique qu'à côté d'une nouvelle génération de dirigeants populaires, on peut percevoir l'influence d'hommes politiques traditionnels de la droite, qu'ils soient « colorados » ou libéraux, ceux-ci alliés de Lugo, et des opportunistes qui ne manquent jamais. Cependant, aussi il est vrai que les mouvements historiques, qui composent la coordination, accordent la priorité aux négociations au lieu de la pression depuis la base pour la réforme agraire, et ils se

montrent très préoccupés par la succession présidentielle aux élections de 2013.

La lutte pour les biens communs est au premier rang de l'agenda dans toute la région. Il est possible, comme le remarque un dirigeant syndical de Chilceto, que les multinationales minières subissent un « échec catastrophique » au nord de l'Argentine. Des petits groupes comme les assemblées citoyennes, dans des endroits éloignés de la cordillère, ont réussi à freiner des entreprises gigantesques qui ont joui de tout l'appui étatique. C'est beaucoup. C'est le produit de la persévérance, qui à un moment porte ses fruits.

La Jornada, Mexique, le 10 février 2012.

Traduit de l'espagnol par : Estelle et Carlos Debiassi
El Correo. Paris le 11 février 2012

Amérique Latine : 11e Sommet de l'ALBA



L'ALBA est aujourd'hui l'organisation la plus transparente qui existe dans le monde

Par Yaima Puig Meneses

Solidarité, complémentarité, réciprocité, durabilité, souveraineté technologique et union économique constituent les principes de base du travail déployé par l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) depuis plus de sept ans déjà.

Et les travaux de la dernière journée du 11e Sommet de l'ALBA, qui s'est déroulé à huis clos dans la matinée du 5 février, ont été précisément consacrés au renforcement de la fraternité entre les peuples d'Amérique latine et de la Caraïbe. Peu avant 11h, le général d'armée Raul Castro, président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, est arrivé au Palais de Miraflores où, à l'instar des autres chefs d'État et de gouvernement ou de leurs représentants, il a été accueilli par le président vénézuélien Hugo Chavez Frías.

L'une des questions à l'ordre du jour concernait l'entrée de nouveaux

pays à l'ALBA afin de consolider les objectifs d'intégration de cette organisation. Pour l'instant, le Suriname et Sainte-Lucie ont été accueillis en qualité d'invités spéciaux, les participants au Sommet ayant approuvé une résolution leur permettant d'entamer la procédure d'admission comme membres de l'ALBA. Par ailleurs, la réunion a ratifié le statut d'Haïti en tant qu'invité spécial permanent.

Après cette annonce, le président Chavez a demandé que la priorité soit accordée aux économies de la Caraïbe, en raison de leur fragilité, avant de relever leur potentiel en matière de production, de tourisme, de pêche et d'agriculture, entre autres domaines.

Dans l'une de ses interventions, le président Chavez a fait l'éloge du travail d'information réalisé par la chaîne TeleSur pour montrer la vérité au monde, notamment sur les événements en Libye, où les reporters de cette agence de presse ont même été menacés de mort.

Suite à la page (16)

L'Amérique latine dans les Malouines

Par José Steinsleger

Les temps ont changé. La cause L'anticoloniale des Malouines n'est plus un sujet seulement argentin. L'Amérique latine serre les rangs.

Dans la première moitié du XIXe siècle, la Banque d'Angleterre (fondée par le pirate William Paterson) a protégé l'empire esclavagiste du Brésil, ourdi la balkanisation des Provinces-Unies du Rio de la Plata et, avec Washington, conspiré contre la Fédération d'Amérique centrale (dirigée par Francisco Morazán) et la Grande Colombie bolivarienne. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, elle a financé la guerre de la Triple Alliance contre le Paraguay ainsi que le militarisme chilien qui, par la guerre du Pacifique, a dépouillé le Pérou de ses territoires au sud et privé la Bolivie de son accès à la mer.

En minimisant le colonialisme dans les Caraïbes, l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient, les traîtres lisent l'histoire d'Angleterre comme un modèle de civilisation contre la barbarie, alors que cela n'a été rien d'autre qu'une fabrique d'historiens charlatans et de moralistes qui détestent « ... tout ce qui n'est pas anglais et pensent que les autres peuples peuvent seulement être heureux, s'ils acquièrent leurs institutions, les habitudes, les manières qui les rendent heureux, eux... » (Eça de Queirós, 1882).

Par exemple, après la défaite militaire dans les îles Malouines (1982), l'historien Jorge Abelardo Ramos a rappelé les mots moqueurs de Margaret Thatcher selon laquelle « ... cela aurait été une lutte de la 'démocratie anglaise' contre la 'dictature argentine' ». Le côté ironique, conclut Ramos, ne réside pas tant dans la proverbiale hypocrisie britannique que dans celle



Le Premier ministre britannique David Cameron

de certains intellectuels et politiciens qui, à la suite du malheureux dénouement de cette guerre, ont découvert le terrorisme d'État qui se dissimulait depuis 1976, beaucoup plus meurtrier que le pathétique gouvernement constitutionnel d'Isabel Perón.

Il y a quelques jours, en alignement avec cette politique de diffamation et d'arrogance impériale, et face à la décision solidaire des pays du Mercosur de ne pas autoriser l'accostage, dans les ports de la région, des bateaux arborant le drapeau des soi-disant

Suite à la page (18)

Maggie Flambeau Restaurant



1436 Flatbush Avenue
(between Farragut & Glenwood)
Brooklyn, NY 11210

Loubing, General Manager

Breakfast - Lunch - Dinner
7 days a week, 9 am - 10 pm

Samedi Bouyon

Dimanche
Soup Giromon, Pintad, diri djondjon

Free Delivery
Catering for all occasions

347-462-9029

MENEZ JEAN-JEROME

Attorney at Law

Real Estate
Immigration-Divorce



4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL

Suite de la page (8)

envergure, avec ce déferlement annuel de fêtards qui nous arrivent de tous les coins du monde pour prendre part aux grandioses activités culturelles, en dépit du côté amèrement obscur qui semble régner en maître, battant son plein dans les foules compactes. Les exercices pré-carnavalesques débutés le dimanche 15 janvier 2012 ont pris fin le dimanche 12 février, avec un bilan très lourd, plus de 48 blessés et 8 morts dont un par balle. Cet avant-goût donné par les DJ et les bandes à pied précèdent les 3 jours gras du carnaval prévu cette année pour les 19, 20 et 21 février prochain, avec en plus, la journée du carnaval des étudiants et celle des protestants prévues par le Comité.

Lors d'une rencontre prévue avec la presse, le délégué départemental du Sud, Gabriel Fortuné a intimé l'ordre d'arrêter tous les bandits qui se croiraient capables d'entraver le bon déroulement du carnaval des Cayes et les libérer après les trois (3) jours gras. N'est-ce pas là un encouragement en plus au phénomène d'insécurité qui sévit dans le pays ? Cette énoncée de Fortuné ne dévoile que grivoiserie ! Comment peut-on procéder à l'arrestation d'un bandit et le libérer après le carnaval ? Le délégué départemental du Sud avait-il pris le temps de mesurer l'ampleur et les éventuelles conséquences qui pourraient découler d'une telle déclaration ? Mettre définitivement hors d'état de nuire tous les bandits empoisonnant la bonne marche de la société ne relève-t-il pas du devoir sacré de l'Etat ?

Puissent les fauteurs de troubles ne pas prendre pas au mot le délégué départemental du Sud ! Le gouvernement a arrangé la brusque décision de délocaliser le carnaval haïtien vers les

Cayes dans la lignée des manœuvres visant à décentraliser le pays, a fait remarquer le délégué départemental du Sud. Alors, c'est dire que le gouvernement ne se rend même pas compte qu'il est en train de confondre déconcentration à décentralisation.

La constitution de 1987 dans son article 87-4 stipule que la décentralisation doit être accompagnée de la déconcentration de tous les services publics avec délégation de pouvoir et décloisonnement industriel au profit des départements, des communes et des sections communales. Le changement d'air, ou encore mieux le déplacement d'une fête populaire vers un autre département n'a absolument rien à voir avoir avec le concept combien complexe pour les législateurs qu'est la décentralisation. Si l'idée était venue de la ferme volonté d'un Etat responsable, ce brusque changement de direction du carnaval eut été toutefois, être un élément annonciateur de la mise en place d'une vraie politique de décentralisation.

Nombreux sont déjà celles et ceux qui se questionnent sur le bien-fondé de cette décision inattendue prise par le pouvoir en place contre toute attente, pour changer le décor plutôt traditionnel du carnaval, toujours bien planté au Champ de Mars pour accueillir les foules de visiteurs d'ici et d'ailleurs. Intervenant sur une station de radio de la capitale, la secrétaire générale du parti Rassemblement des Démocrates Nationaux Progressistes (RDNP) et ancienne candidate à la présidence, Mirlande H. Manigat a dévoilé avec des termes très forts le vrai motif qui a porté le président Martelly à choisir la ville des Cayes pour organiser le carnaval national. Elle s'interroge sur l'origine mafieuse du financement de cette festivité et a également critiqué la piètre qualité du carnaval haïtien « Je n'aime pas lancer des accusations dont je ne suis pas sûre. Pourquoi faire le carnaval aux Cayes ? Parce qu'il y a une vaste opération de blanchiment d'argent qui est faite dans cette ville, l'argent vient par bateau, en cash. C'est à cause de cela qu'ils le font aux Cayes. Ce n'est pas de la décentralisation comme ils veulent nous le faire croire », a-t-elle déclaré.

Tandis que, on a donné à Jacmel une modique somme de 5 millions de gourdes sur un budget de 40 millions de gourdes proposés au gouvernement. Le sénateur Wincesslas Lambert a dénoncé cette mesure de discrimination par rapport au carnaval de Jacmel. « Jacmel qui a une expertise dans l'organisation du Carnaval est traité en parent pauvre, je ne peux m'abstenir de le dénoncer. Sur un budget de 40 millions de gourdes proposés au ministère de la Culture, on a tout simplement accordé à Jacmel 5 millions de gourdes, alors que les Cayes qui organisent pour la première fois obtiennent 50 millions. Pourquoi cette discrimination ? Nous demandons au ministère de la Culture de rectifier le tir. »

A Port Au Prince, le Maire, Muscadin Jean Yves Jason a présenté vendredi 3 février 2012 le Comité organisateur du Carnaval. « Pour avoir toujours été la région de la plus grande tradition

du carnaval en Haïti, Port-au-Prince ne peut pas s'en passer » a déclaré Jean Kelly Damis Coordonnateur général du Comité. Il a fait savoir que cette année le carnaval qui se déroulera du 19 au 21 février, sous le thème « An n rekonstwi Potoprens ansanm » présentera beaucoup de nouveautés : des spectacles de magie d'art, des scènes de manipulation de marionnettes géantes et bien d'autres surprises... et cette année, à la fin du carnaval ce sera l'élection de « Miss carnaval de Port-au-Prince 2012 ».

Le Maire de la capitale a fait savoir que « le carnaval de Port-au-Prince suivra son parcours traditionnel » les chars allégoriques, musicaux et les bandes déguisées partiront à 2h00 pm du stade Sylvio Cator et suivront la rue Oswald Durand, le boulevard Jean-Jacques Dessalines, la rue des Casernes, l'avenue de la République, la rue Capois, la rue Saint-Honoré, la rue Oswald Durand et achèveront le parcours au stade Sylvio Cator à minuit « Un parcours de 5,7 km et de 10 heures d'affilée de fête » Le Maire, qui s'attend à la participation de 1.5 millions de personnes, a indiqué qu'un important dispositif de sécurité sera mis en place, composé de la mairie, de la Police Nationale d'Haïti (PNH), de la Secrétaire d'Etat à la sécurité publique, de la Croix Rouge et des comités de camps.

Le maire évalue le coût du Carnaval de Port au Prince à 80 millions de gourdes (± 1,9 millions de dollars). Concernant le financement il a précisé que la mairie de Port-au-Prince financera sur ses fonds propres à hauteur de 10 millions de gourdes et que le gouvernement était prêt à apporter sa contribution pour financer le défilé des bandes à pied et une partie des bandes déguisées... Ce qui laisse au maire à trouver encore ± 40 millions de gourdes auprès des commanditaires, notamment pour le financement des chars musicaux...

Le coup d'envoi du Carnaval de Port-au-Prince aura lieu à la grand-rue, entre Portail-Léogâne et Portail-Saint Joseph, samedi 18 février 2012.

Les membres du Comité du carnaval des Cayes de leur côté ne cessent de vanter les capacités du Boulevard des Quatre chemins qui devra accueillir les festivités de cette année. Quatre Chemins joueront pour la première fois, le rôle traditionnel du Champs de Mars, haut lieu de prédilection du carnaval national toujours occupé, deux ans plus tard, par des milliers de familles déplacées par la catastrophe du 12 janvier 2010.

Si pour de vrai la ville des Cayes doit prendre le devant dans le relèvement de la patrie meurtrie, qu'elle devienne une preuve tangible dans la relance économique du pays compte tenu de ce qu'elle a de très attirant pour les touristes. Qu'on ne se serve pas de la troisième ville du pays pour encourager les manœuvres visant à donner de l'aile à l'enrichissement illicite comme l'a soulevé la secrétaire générale du RDNP ! Que les Cayens puissent véritablement bénéficier des possibles retombées que pourraient apporter l'édition 2012 du carnaval national.

Suite de la page (7)

détourner l'attention sur son échec annoncé.

Choisissant l'affrontement au lieu de résultat, il préfère canaliser sur lui tous les regards quitte à devenir totalement controversé pour certains, méprisables pour d'autres. De fait, le Président Martelly n'a pu bénéficier de la trêve des confiseurs durant les fêtes de fin d'année 2011. Or, partout ailleurs, les fêtes de Noël et du nouvel an sont des occasions rêvées par tous les acteurs et les gouvernants en général pour prendre un répit. Pour essouffler. Apporter un second souffle dans leur gestion et la manière de voir les choses. Avec le Président Michel Martelly c'est tout le contraire. Il persiste à créer des événements négatifs pour son image. Sa présidence. Son pays. C'est comme si le Président de la République cherche à attirer sur lui comme une sorte d'aimant, tous les effets négatifs du pays.

Ce côté masochiste de Martelly qui le porte à croire qu'il est infailible devant tous les dangers qui se présentent devant lui c'est la pire des assurances pour un bûcheron qui scie la branche sur laquelle il est assis. Toujours dans l'impasse avec les différentes affaires en cours, le voilà qui se lance dans un affrontement quasi ouvert avec son Premier ministre. Personne n'est dupe. Même si Garry Conille reste prudent et silencieux après l'intervention tapageuse du Président chez lui, il ne demeure pas moins qu'il restera des traces dans cette relation « je t'aime moi non plus ». Nul doute que cet incident a été évoqué, lors du voyage du Premier ministre auprès de ses tuteurs à Washington.

En définitive, tout le monde tente de comprendre la psychologie de ce Président qui semble aller de mal en pis, puisque jamais en effet, depuis l'arrivée de Martelly à la tête de l'Etat il ne s'était apparu aussi dépassé par les événements. Jamais non plus il n'a bénéficié d'une trêve fut-elle carnavalesque. Nous sommes à une semaine de la grande foulée populaire. La période durant laquelle tout le monde ou presque pense à autre chose que de s'attaquer à un Président en fonction. Sauf naturellement les groupes musicaux qui, par tradition et contexte oblige, prennent un malin plaisir à tourner en dérision ou à affirmer leur appartenance politique au locataire du Palais national. Et pour cause parce qu'il existe une tradition.

Même dans les pires moments de contestation politique, la société haïtienne fait une pause. Elle a en général la tête ailleurs. Elle fait plus ou moins la fête. Bref, elle fait une trêve durant la période du carnaval. Cette trêve est unilatérale et consensuelle dans la mesure où elle n'est réclamée et imposée par aucun camp ni par personne. Certes, les gouvernements tentent toujours de tirer profit de cet espace laissé vacant par la population et

les acteurs politiques et sociaux pour faire passer parfois quelques mauvais coups. Il ne demeure pas moins vrai que cette courte période de réjouissance populaire est un vrai ouf de soulagement pour les dirigeants confrontés aux problèmes quotidiens de leurs compatriotes.

En Haïti, aussi loin que remonte notre mémoire, rien n'a pu empêcher l'organisation des carnavales. A l'exception naturellement de l'annus horribilis de 2010. L'année où la décence et le bon sens avaient fini par prendre le pas sur la perfidie des dirigeants haïtiens après le terrible séisme auquel on compte et pleure encore des centaines de milliers de morts. Cette année, malgré les efforts du Président Michel Martelly pour essayer de donner un autre cadre à cette grande fête populaire nationale en transportant le cœur des événements dans une ville de province, Les Cayes en l'occurrence, rien n'est fait. La trêve politique traditionnelle n'est point au rendez-vous. Il est encore et toujours à l'origine de cette absence de trêve. Sa sortie tonitruante la semaine dernière sur la question relative à sa nationalité douteuse a vite braqué une fois encore les projecteurs directement sur sa personne.

Pour ne rien arranger dans son cas, il vient de perdre l'un de ses meilleurs soutiens dans le département du Sud, le puissant et populaire Délégué départemental Gabriel Fortuné. Comme un mauvais sort, ce carnaval national dans le sud du pays devait servir de vitrine à sa politique volontariste tout en donnant un coup de pouce au commerce local sauf que ce carnaval divise plus la Société civile des Cayes qu'il ne l'unit. L'ancien sénateur Gabriel Fortuné et désormais ancien Délégué du Sud, n'entendait pas se laisser piétiner par des gens dont la seule motivation dans cette affaire de carnaval décentralisé demeure : l'argent.

En claquant la porte à quelques jours seulement des festivités carnavalesques dont le pouvoir entendait faire le symbole de sa politique culturelle, Gabriel Fortuné connu pour être une « grande gueule » mais aussi un pilier politique dans le département du Sud apporte un cinglant désaveu au Président de la République n'arrivant pas à obtenir cette trêve politique qu'il n'a toujours pas eue depuis le début de sa présidence.

C.C



Radio Optimum – 93.1 sca
La direction et le personnel de la Radio Optimum remercient chaleureusement leur audience et annoncent à tous ceux qui ont perdu leur contact que depuis plus de deux ans, la Radio Optimum travaille quotidiennement sur la fréquence de 93.1 sca.
Vous avez aussi la possibilité de la capter sur le site www.radio-optimum.com et bientôt sur www.radiooptimuminter.com
Captez chaque jour, à toutes les heures le 93.1 sca.

THE BIBLE SPEAKS ACADEMY

5205 Foster Avenue, Brooklyn, NY 11203

Preschool & Kindergarten

We have a few rare openings and are now accepting applications! The Bible Speaks Academy offers a happy, safe and loving environment for you to leave your children for the day. Our prices are reasonable, our staff is highly qualified and our location provides a feeling of security and familiarity for the children.

Take a look at the amenities we offer:

- 18 months & up • Breakfast & lunch provided
- Preschool curriculum designed to ready kids for Kindergarten & beyond
- Reasonable rates • Vouchers accepted
- Extended hours • Class Trips

Registration throughout the year

For more information call:
718-629-4009

KAPTE BOUKAN

101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou
Emison KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvel •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

Pou yon Ayiti Libere
(917) 251-6057
www.RadyoPaNou.com
Mèkredi 9-10 pm

RADIO PA NOU

1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

67 Khz
www.radyopanou.com

Depuis 2002

- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph
Bureau:
(718) 940- 3861

Studio:
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

Soleil Radio d'Haïti

Radio Soleil d'Haïti

Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique

www.radiosoleil.com

1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

The Macoutification of Martelly's Power

continued from p(9)
 "the crime?" asked the RNDDH report. "What legal clause gives the Court the authority to place a witness above all suspicion? A witness who has lied, moreover!"

Formation of a Haitian intelligence service to spy on Haiti's democracy movement in schools and streets has been something of a pet-peeve for Youri Latortue, who is now a powerful senator and perhaps President Martelly's closest ally in the Haitian Parliament. Latortue is also accused by a witness of having led the hit squad that killed Father Vincent. In secret U.S. Embassy cables provided by the media organization Wikileaks to *Haiti Liberté*, Latortue was described as a "mafia boss," "drug dealer," "poster-boy for political corruption," and "the most brazenly corrupt of leading Haitian politicians" (see *Haiti Liberté*, Vol.4, No. 50, Jun. 29, 2011).

In another Jul. 6, 2005 secret cable, U.S. Chargé d'affaires Douglas M. Griffiths reported that "rumors are rife that the IGOH [Interim Government of Haiti] (and specifically Youri Latortue) is building an 'intelligence cell' within the student movement for political ends."

Meanwhile, Martelly has reintegrated former coup-making soldiers and police chiefs like Godson "Gogo" Noël and Jacky Nau into key security positions, according to a former high-ranking security source who requested anonymity.

Noël and Nau are close associates of former soldier/police chief Guy Philippe, who ultimately led the 2004 coup's "rebel" forces. All three men



Sen. Youri Latortue is a close Martelly ally and a proponent of the newly resurrected National Intelligence Service (SIN)

were part of a Haitian Army officer group known as "the Ecuadorians," because they were trained during the 1991-94 coup in Ecuador by U.S. and Ecuadorian Special Forces. After the coup ended in 1994, they returned to Haiti and were made police chiefs, only to be expelled from Haiti in November 2000 when caught plotting a coup against former Haitian President René Préval.

Last year, Martelly sought to integrate Noël and Nau into the Haitian National Police (PNH) again, according to our source. However, PNH Director Mario Andréol opposed the move, and the two men were assigned instead as "consultants" to the Unit for General Security of the National Palace (USGPN). Jacky Nau is also chief of security at the Haitian Parliament.

Although Noël and Nau are only "consultants," they are effectively the commanders of the USGPN. "The USGPN, although technically part of the police, is under the direct command of the President," our source explains. "It is similar to the case of Stanley Lucas at the Haitian Embassy in Washington, DC. The U.S. State Department rejected his designation as Ambassador, so Martelly sent him to Washington as a presidential consultant. But he has taken over the embassy from

the Chargé d'affaires designated by the Foreign Ministry and is acting like the de facto ambassador. That is the same situation of Noël and Nau in the USGPN. They are all de factos."

Meanwhile, former and would-be soldiers training around Haiti "are beginning to lose patience and have occupied for some time now several former military bases to remind President Martelly of his campaign promises to remobilize the army of Haiti," reported the Haitian Press Agency (AHP) on Feb. 8. "Senator Francisco Delacruz [Central Plateau] also reports that former soldiers with their weapons have also retaken their base in Cerca-la-source," on Haiti's Central Plateau.

The next day, "Thierry Mayard-Paul, the Minister of the Interior, Local Authorities and National Defense, invited the demobilized soldiers who have taken over the training camps of Carrefour and the Central Plateau to remain calm and go home," AHP reported. "The government has not authorized anyone to take over these spaces," he declared.

Meanwhile, Deputy Emmanuel Fritz Gerald Bourjolly, Vice President of the Commission of Justice and Public Security, said that "we do not agree that a group of people on behalf of demobilized soldiers take up arms in the street, shoot, and put people in a climate of insecurity and create a climate of terror," adding that the police should "stop all those who are in the street carrying illegal weapons."

But more weapons may be entering Haiti shortly. A well-placed source tell *Haiti Liberté* that a highly trained group of U.S. combat veterans of Haitian descent will arrive in Haiti shortly from Miami with the task of "neutralizing" outspoken critics of President Martelly. *Haiti Liberté* has been unable to confirm the report, but our source has proven reliable in the past.

The main obstacle to making this new repressive apparatus fully operational is money. "Méhu is complaining that he is ready to get to work but lacks the means to do so," our source reports.

Méhu has been a leader of former soldiers since the Feb. 29, 2004 coup. In a meeting held in the Central Plateau town of Mirebalais on Dec. 25, 2004, "a group of former soldiers based in the Lower Central Plateau are demanding the setting up of a special force or an interim security force," which would be headed by a "national security commission or a new Joint Chiefs of Staff [Etat Major]," according to Radio Métropole. Among the former FADH officers the soldiers proposed for the "new Joint Chiefs": former Col. Irvin Méhu.

In June 2011, the RNDDH sent an open letter to President Martelly alerting him to the presence of "sev-

eral ex-policemen of dubious morality" in his entourage. "Several former police officers including Godwork Noël, Jacky Nau, Gilbert Dragon, Carel Alexander and Will Dimanche, dismissed from the police force, have been integrated into your security while there hangs over them serious doubts about their alleged involvement in the illicit traffic in narcotics, human rights violations, and other wrongdoing," the RNDDH wrote.

Méhu, Baguidy, Latortue, Noël, and Nau are just some of the prominent faces on the repressive apparatus being set in place by President Martelly. There are many lesser known soldiers and thugs being integrated and mobilized as well. Is this the restoration of a new corps for terror and repression comparable to Duvalier's infamous Volunteers for National Security, better known as the Tonton Macoutes?

DÎNER DE SOLIDARITÉ

Le Journal Haiti Liberté prend plaisir à inviter lecteurs, supporters et amis à un Grand Dîner dansant qu'il organise le Samedi 28 Avril 2012, à l'auditorium de CW Mixon New Life Center, situé au 112-50 Springfield Blvd, Queens Village, NY 11429, de 9h du soir à 3h du matin.

Enorme est l'ampleur de notre travail de préparation et de diffusion du journal sans oublier les lourdes dépenses liées au loyer et aux services d'entretien. Venez donc tous manifester votre solidarité et nous aider à maintenir le journal en vie, en participant joyeusement à cette soirée du 28 avril.

Ambiance musicale variée agrémentée de la meilleure cuisine du pays.

Admission : \$50.00 par personne
Information : 718-421-0162

Ce dîner dansant est patronné par Interlink Translation Services, Chery's Brokerage, Dr. Kesler Dalmacy et d'autres sponsors.

kreole FLAVOR
 Caribbean Cuisine
 Catering & Take-Out
 1738 Flatbush Avenue
 Brooklyn, N.Y. 11210
 718-258-0509

Only \$20 for 1 year
 Online subscription to **Haiti Liberté**
 Go to www.haitiliberte.com

NICLAS EXPRESS INCOME TAX & INSURANCE AGENCY

Fast Refund

Also:
 ✓ Immigration Services
 ✓ Affidavit of Support

6234 NE 2nd Avenue
 Miami, FL 33138

Niclas Pierre
 Office: 305.759.8244 • 305.759.8485 Cell: 305.409.0213

PHIL MULTI SERVICES
 Philippe Bien-Aimé
 "The Company You Can Trust"

PHIL MULTI SERVICES

INCOME TAX: Individual, Corporate
INSURANCE: Auto, Home, Life, Flood, etc.
IMMIGRATION: TPS, Green Card, Citizenship, Family Petition, etc.
NOTARY PUBLIC

17 South State Road 7
 (off Broward Boulevard),
 Plantation, FL 33317

Tel: 954.584.1817
 Fax: 954.584.1813
philmultiservices@yahoo.com

ou les organisations se lovent dans des luttes internes pour le contrôle de postes publiques. Mais de nouveaux thèmes non prévus émergent aussi sur comment conduire le processus révolutionnaire. C'est le cas au sujet de la défense des droits de la terre-mère, sous tension avec l'exigence également populaire d'industrialiser les ressources naturelles.

« Comme on voit, il s'agit de contradictions à l'intérieur du peuple, de tensions qui soumettent à un débat collectif la façon de porter en avant les changements révolutionnaires. Et c'est sain, c'est démocratique, c'est le point d'appui du renouvellement vivifiant de l'action des mouvements sociaux. Bien qu'il s'agisse aussi de contradictions qui pourraient être utilisées par l'impérialisme et des forces de droite qui tel un ventriloque travesti projettent leurs intérêts de long terme, à travers quelques sujets populaires et discours apparemment altermondialistes et écologistes. »

LHN :

En septembre de l'année dernière, la marche des peuples autochtones pour la défense du TIPNIS et contre la construction d'une route a été réprimée par la police. Le fait a été présenté devant l'opinion publique comme la perte de l'appui indigène au gouvernement d'Evo Morales. On a affirmé que le gouvernement bolivien s'est obstiné à construire la route parce qu'il avait reçu un appui économique de l'entreprise pétrolière brésilienne OAS. Est-ce vrai ?

AGL :

La population indigène en Bolivie, aussi comme au Guatemala, est majoritaire par rapport au reste d'habitants. 62 pour cent des bo-

liens sont des indigènes. Les nations principales d'indigènes sont l'aymara et la quechua, avec près de 6 millions de personnes situés principalement dans le haut plateau, les vallées, les zones d'yungas et aussi dans de basses terres. D'autres nations indigènes sont les guaranis, moxos, yuracarés, chimane, ayoreos et autres 29 qui habitent l'Amazonie, la Chiquitania et le Chaco dans de basses terres. La population totale de ces nations de basses terres boliviennes est estimée à un total entre 250 mille et 300 mille habitants.

« Le conflit sur le TIPNIS a impliqué quelques peuples autochtones de basses terres, mais on garde le soutien des indigènes de hautes terres et des vallées, qui sont 95 % de la population indigène de la Bolivie. Et parmi les indigènes mobilisés, la plupart étaient les dirigeants d'autres zones qui ne sont pas précisément du TIPNIS, mais qui comptent avec l'appui systématique d'organismes non gouvernementaux environnementalistes, dont plusieurs d'entre elles financées par l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), en plus de l'appui des principaux réseaux de communication et de la télévision privée, propriété de vieux militants de l'oligarchie séparatiste, et avec une vaste influence sur la construction de l'opinion publique de classe moyenne. Ces jours-ci une autre marche est arrivée à La Paz, aussi avec des indigènes de basses terres, et avec une plus grande présence d'indigènes du TIPNIS, qui demandent la construction de la route par le parc, en argumentant qu'il n'est pas possible qu'ils soient marginalisés des droits à la santé, à l'éducation et

au transport, auxquels aujourd'hui ils ne peuvent seulement accéder qu'après des jours de marche.

« Le problème est complexe. Ce sont mélangés de sujets propres au débat révolutionnaire, comme celui du difficile équilibre entre le respect pour la terre mère et l'urgente nécessité de lier le pays après des siècles de déstructuration isolationniste des régions. C'est le débat entre la relation organique et le leadership des peuples autochtones des hautes terres dans l'État plurinational, différent de la relation encore ambiguë des peuples autochtones de basses terres avec l'État Plurinational

« Mais aussi, se trouve au milieu, la stratégie de l'oligarchie régionale de Santa Cruz d'empêcher cette route, qui désenclaverait l'activité économique de toute l'Amazonie et de son contrôle patronal. Il y a aussi l'intérêt étatsunien de protéger l'Amazonie pour son réservoir d'eau et de biodiversité, et de provoquer des divisions au sein du leadership indigène pour créer des conditions pour l'expulsion des indigènes du pouvoir étatique. Ceci est de l'intérêt de quelques ONG habituées à faire de grandes affaires privées avec des parcs.

« En tout cas, au milieu de cette trame d'intérêts, comme gouvernement nous devons avoir la capacité de résoudre démocratiquement les tensions internes, de dévoiler et de neutraliser les intérêts contre-révolutionnaires qui s'habillent souvent d'une tenue pseudo révolutionnaire. »

LHN :

Pourquoi construire cette route malgré l'opposition d'une partie de la population ?

AGL :

Pour trois motifs. Le premier, pour garantir à la population indigène du parc l'accès aux droits et aux garanties constitutionnelles : eau potable pour que les enfants ne meurent pas d'infections digestives. Des écoles avec des professeurs qui enseignent dans leur langue, en préservant leur culture et en l'enrichissant avec d'autres cultures. Accès à des marchés pour porter leurs produits sans avoir à naviguer sur des radeaux une semaine pour vendre leur riz ou pour acheter du sel 10 fois plus cher que dans n'importe quel magasin de quartier.

« Le deuxième motif, la route permettra de lier pour la première fois l'Amazonie, qui est un tiers du territoire bolivien, avec le reste de régions des vallées et de haut plateau. La Bolivie voit isolé un tiers de son territoire, ce qui a permis que la souveraineté de l'État soit substituée par le pouvoir du patron de ferme, du marchand de bois étranger ou du narcotraffiquant.

« Et le troisième motif est un caractère géopolitique. Les tendances séparatistes de l'oligarchie, qui ont été sur le point de diviser la Bolivie en 2008, ont été contenues parce qu'ils ont été politiquement battus pendant le coup d'État de septembre de la même année, et parce qu'une partie de leur base matérielle, agroindustrielle, a été occupée par l'État. Cependant, il y a un dernier pilier économique qui maintient sur pied les forces rétrogrades de tendances séparatistes : le contrôle de l'économie amazonienne, qui, pour arriver au reste du pays, doit obligatoirement passer par le traitement et le financement d'entreprises sous contrôle d'une fraction oligarchique installée à Santa Cruz. Une route qui lie directement l'Amazonie avec les vallées et le haut plateau reconfigurerait

radicalement la structure du pouvoir économique régional, en démolissant la base matérielle finale des séparatistes et en donnant lieu à un nouvel axe géoéconomique à l'État. Le paradoxe de tout cela est que l'histoire a placé quelques gauchistes comme les meilleurs défenseurs les plus loquaces des intérêts les plus conservateurs et réactionnaires qu'a le pays. »

LHN :

On a dit que la Bolivie continue d'être un pourvoyeur de matières premières sur le marché international et que le modèle de développement en pratique (que quelques analystes ont qualifié comme extractiviste [minière, gaz, pétrole, lithium, etc]) ne contredit pas ce rôle. Est-ce vrai ? S'agit-il d'une phase transitoire d'accumulation qui s'accompagne d'une redistribution de la rente ?

AGL :

Ni l'extractivisme ni le non-extractivisme, ni l'industrialisme ne sont un vaccin contre l'injustice, l'exploitation et l'inégalité. En soi, ce ne sont ni des modes de production ni des modes de gestion de la richesse. Ce sont des systèmes techniques de traiter la nature, grâce au travail. Et selon comment s'utilisent ces systèmes techniques, comment la richesse ainsi produite est gérée, on pourra avoir des régimes économiques avec plus ou moins de justice, avec exploitation ou sans exploitation du travail.

La Jornada. Mexique, le 7 février 2012.

**Traduit de l'espagnol par : Estelle et Carlos Debiasi
El Correo. Paris, le 9 février 2012**

Le président Hugo Chavez a souligné qu'« alors que les grands médias internationaux affirmaient que le leader de la Révolution verte Mouammar Kadhafi bombardait la population civile sur la Place de Tripoli, TeleSur a montré au monde des images qui prouvaient la fausseté de ces informations.

Concernant les campagnes médiatiques lancées contre les gouvernements que les grandes puissances considèrent comme dérangeants, Hugo Chavez a comparé la couverture médiatique en Libye à la guerre médiatique livrée actuellement contre la Syrie. Le président vénézuélien a signalé que les médias de la droite internationale ont montré des soi-disant « massacres » dans une ville syrienne alors qu'il s'agissait d'une attaque des forces terroristes, ceci dans le but d'accuser le gouvernement de ce pays auprès du Conseil de sécurité de l'ONU.

En conséquence, il a mis en garde contre ce genre d'actions lancées à l'instigation des grandes puissances, les qualifiant d'un des plus graves dangers qui planent aujourd'hui sur le monde, car elles encouragent ce type de stratégies pour tenter de justifier les invasions contre les peuples.

Plus loin, le président a fait allusion à la Ceinture pétrolière de l'Orénoque, qui constitue aujourd'hui l'un des moteurs du développement intégral du Venezuela, et permettra de contribuer à l'indépendance économique des pays membres de l'ALBA et de l'Amérique latine et des Caraïbes. « Dans cette zone il y a du pétrole pour 200 ans », a-t-il dit. À cet égard, il a expliqué que le Venezuela prévoit cette année d'augmenter sa production de 3 millions à 3,5 millions de barils par jour, ce qui offrira davantage de souplesse pour honorer les engagements avec l'ALBA et d'autres programmes.

Et d'ajouter que Petroleos de Venezuela (PDVSA) exporte 1,5 million de barils par jour aux États-Unis, et que sous la 4e République cette entreprise d'État « a acheté huit raffineries de pétrole aux États-Unis, dont le pays n'a tiré aucun profit ».

Concernant le Sommet, Chavez a demandé la tenue dans les prochains mois d'une réunion des dirigeants de Petrocaribe pour discuter de l'adhésion de Sainte Lucie et du Suriname, dont les présidents ont annoncé leur désir d'appartenir au groupe Petrocaribe-ALBA, deux mécanismes différents interconnectés. Il a souligné que Petrocaribe est devenu un mécanisme d'avant-garde sans précédent dans le monde. « Nous vivons une étape qui peut donner lieu à d'autres étapes novatrices au sein de Petrocaribe et de l'ALBA », a-t-il dit.

Prenant la parole, le Premier ministre du Commonwealth de la Dominique Roosevelt Skerrit a félicité les pays ayant amorcé un processus pour rejoindre l'ALBA, et il a rendu hommage à notre commandant en chef Fidel et au président Chavez pour leur esprit visionnaire, à qui l'on doit la création de l'ALBA.

Plus loin, il a déclaré que le blocus exercé contre Cuba n'est pas seulement une mesure de coercition contre ce pays, mais contre toute l'humanité, si bien que les pays membres de l'ALBA se devaient de manifester leur solidarité à Cuba et de condamner cette politique injuste et criminelle contre le peuple cubain. « L'ALBA est une organisation où nous pouvons discuter publiquement et ouvertement devant nos peuples, car nous n'avons pas de secrets, ni d'agendas cachés », a-t-il affirmé. En effet, les sessions du Sommet ont été transmises en direct par la chaîne publique du gouvernement vénézuélien. Le Premier ministre de la

Dominique a aussi rappelé que l'ALBA est aujourd'hui l'organisation la plus transparente qui existe dans le monde, où personne n'est investi du droit de veto et où tous les points de vue sont respectés. « Nous sommes comme une seule nation qui cherche à aborder les problèmes historiques dont nous avons hérités et que nous cherchons à résoudre ensemble », a-t-il dit.

Pour sa part, Evo Morales, président de l'État plurinational de Bolivie, a exhorté les chefs d'État et de gouvernement à unifier leurs positions pour se défendre des agressions médiatiques impérialistes. « À présent, nous sommes membres de davantage d'organismes régionaux. Nous, les présidents, devrions toujours maintenir une position pour savoir que faire face aux attaques médiatiques de l'impérialisme, et pour planifier nos actions et exprimer notre position devant ces instances. »

Le président Morales a souligné le travail conjoint et solidaire des gouvernants de l'ALBA au profit de leurs peuples, qui récoltent les premiers fruits de ces efforts avec la réduction de la pauvreté et de l'analphabétisme. Il a ajouté que les présidents des pays membres de cette alliance ont commencé à changer les politiciens. « Être un politicien aujourd'hui ne veut pas dire tirer profit de son poste, mais être prêt à faire des sacrifices, et s'engager envers son peuple », a dit Evo Morales. « Pendant longtemps, les citoyens ont considéré nos politiciens comme des imposteurs qui s'enrichissaient aux dépens de la population », a-t-il dit, avant d'exhorter les présidents à continuer de travailler de manière conjointe et solidaire, « car c'est le grand avantage des pays de l'ALBA ».

Comme point de départ du Sommet, les participants ont débattu les documents de travail élaborés à partir

des réunions tenues par les représentants des mouvements sociaux, les partis politiques et les médias des pays membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique. À cet égard, le président vénézuélien devait déclarer : « Mouvements sociaux, peuples, partis politiques... nous devons les situer à l'avant-garde, car ils constituent l'âme de l'ALBA ».

Construire depuis l'Alba

« Il existe de nombreuses possibilités et un grand champ de coopération », a déclaré Hugo Chavez en signant avec son homologue haïtien Michel Martelly un accord de coopération qui permettra aux deux pays de procéder à des échanges commerciaux et de complémentarité, et de trouver des ressources, des financements et de la technologie pour combattre l'extrême pauvreté dans ce pays de la Caraïbe.

Pour sa part le président Martelly, qui a eu la déférence de prononcer son discours en espagnol, visiblement ému, a rappelé qu'il n'avait jamais été un homme politique avant d'accéder à la présidence de son pays. « Cependant, j'ai promis à mon peuple de changer les choses en Haïti, et je suis sûr d'y parvenir avec cet effort, ce soutien et cette collaboration », a-t-il signalé avant d'aller exprimer, au nom du peuple haïtien, sa gratitude à Hugo Chavez, auquel il a donné une accolade cordiale.

Le 11e Sommet a adopté une Déclaration spéciale en l'honneur des Cinq Héros cubains injustement incarcérés depuis 13 ans aux États-Unis pour avoir combattu le terrorisme. Le document exige la libération de Gerardo Hernandez, Ramon Labañino, Antonio Guerrero, Fernando Gonzalez et René Gonzalez comme un acte de justice sociale et humanitaire, en rappelant que leur procès a été entaché de nom-

breuses irrégularités dans le cadre de la politique revancharde de Washington.

Les participants ont également approuvé la Déclaration spéciale sur les droits inaliénables du peuple de Porto Rico à l'autodétermination et à la pleine indépendance. Le document souligne que Porto Rico est un pays latino-américain et caribéen qui a sa propre histoire et dont les droits à la souveraineté ont été bafoués par la tutelle coloniale imposée à ce territoire par les États-Unis pendant plus d'un siècle.

La déclaration précise par ailleurs que l'indépendance de Porto Rico est une question qui concerne l'ensemble de l'Amérique latine et de la Caraïbe, ainsi que toutes nos tribunes de concertation et de coopération politique, notamment la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC).

Peu avant la fin du Sommet, le président Chavez a lu un communiqué officiel à travers lequel les pays membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique ont une nouvelle fois condamné la politique d'ingérence et de déstabilisation adoptée contre la République arabe syrienne. « Pour nous, l'ALBA c'est la Patrie », a déclaré le président Chavez, paraphrasant Simon Bolivar.

Le 11e Sommet de l'ALBA a ouvert de nouvelles voies pour assurer le développement de cette alliance, dont les antécédents tirent leur racine dans le grand projet historique de construction de la Grande Patrie. De nouveaux pas ont été franchis. « C'était un grand sommet » a déclaré général d'armée Raul Castro avant que le président Hugo Chavez ne ponctue d'un coup de maillet final les séances de cette importante réunion.

**Granma 8 Février 2012
LGS 12 février 2012**

conçue suivant les caprices du terrain qui l'accueille.

Cette volonté d'aller à la rencontre de l'autre caractéristique chez Mangonès ne peut être mieux illustrée que dans la conception de l'église catholique, située dans le quartier de Christ-roi, sérieusement endommagée par la catastrophe du 12 janvier 2010. Contrairement à la place habituelle que

l'on confère au prêtre dans la conception traditionnelle des églises, surélevée, marquant une distance claire et nette entre les fidèles et le «représentant» de dieu (le prêtre), dans la conception de l'église de Mangonès, celui-ci cesse d'être un surhomme pour se fondre dans l'assistance, ce qui renforce la fraternité et l'harmonie entre les enfants d'un même dieu.

On sait depuis longtemps qu'au fond de tout système idéologique de construction, ce qui finit par triompher, ce n'est pas tant l'ordre naturel, mais le système qui suppose aussi l'abandon des esprits entre les mains de ceux qui sont chargés de l'ordre collectif, et les saines distractions et la vie au grand air. Fort de cette conviction, Albert Mangonès propose des habitats type plein air,

qui profitent au mieux de l'éclairage naturel du jour et de la fraîcheur de la nuit.

Albert Mangonès est le chef de file de l'école d'architecture qui a marqué la deuxième moitié du XXe siècle haïtien. Il a participé à la formation de plusieurs générations d'architectes, qui exercent tant en Haïti qu'à l'étranger ainsi qu'à la fondation du Centre d'Art Haïtien. Sa position dans les débats sur

la peinture populaire haïtienne est claire et sans équivoque. Il était peut-être l'un des rares à prévoir la réaction de la bourgeoisie au moment d'enterrer à côté de DeWitt Peters le choix des populaires pour représenter la peinture haïtienne à la Havane.

**(Extrait de l'essai :
La Scission d 1950)**

Fin de partie au Proche-Orient



Groupe d'opposants au gouvernement syrien, appartenant à la nébuleuse communément appelée "armée syrienne libre"



A gauche le président syrien Bashar al-Assad et le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov le 7 février à Damas

Alors que les combats ne sont pas tout à fait terminés dans le quartier insurgé de Homs et que les autorités syriennes et libanaises n'ont pas encore communiqué sur leur action récente, Thierry Meyssan tirait un premier bilan des opérations, lundi soir, sur la première chaîne russe ; des informations de première main qu'il partage avec les lecteurs du Réseau Voltaire.

Par Thierry Meyssan

Depuis onze mois, les puissances occidentales et du Golfe conduisent une entreprise de déstabilisation de la Syrie. Plusieurs milliers de mercenaires se sont infiltrés dans le pays. Recrutés par des officines de l'Arabie saoudite et du Qatar au sein des milieux extrémistes sunnites. Ils sont venus renverser « l'usurpateur alaouite » Bachar el-Assad et imposer une dictature d'inspiration wahhabite. Ils disposent du matériel militaire le plus sophistiqué, incluant des systèmes de vision nocturne, des centraux de communication, et des robots de combat urbain. Soutenus en sous main par les puissances de l'OTAN, ils ont en outre accès aux renseignements militaires indispensables, notamment des images satellitaires sur les déplacements des troupes syriennes, et des interceptions téléphoniques.

Cette opération est présentée mensongèrement au public occidental comme une révolution politique écrasée dans le sang par une dictature sans pitié. Bien sûr, ce mensonge n'est pas universellement accepté. La Russie, la Chine et les États américains membres de l'ALBA le récuse. Chacun dispose en effet d'expériences historiques qui leur permettent de comprendre rapidement ce qui est en jeu. Les Russes pensent à la Tchétchénie, les Chinois au Xinjiang, et les Américains à Cuba et au Nicaragua. Dans tous ces cas, au-



Ayman Al-Zawahiri, numéro 1 d'Al-Qaïda depuis la mort officielle d'Oussama ben Laden, a appelé au jihad aux côtés des Occidentaux pour faire tomber le régime baassiste syrien

delà des apparences idéologiques ou religieuses, les méthodes de déstabilisation de la CIA étaient les mêmes.

Le plus étrange dans cette situation est d'observer les médias occidentaux s'auto-persuader que les salafistes, les wahhabites et les combattants de la mouvance Al-Qaïda sont épris de démocratie, alors que ces derniers ne cessent d'appeler sur les chaînes satellitaires saoudiennes et qatarie à égorger les hérétiques alaouites et les observateurs de la Ligue arabe. Peu importe qu'Abdelhakim Belhaj (numéro 2 d'Al Qaïda et actuel gouverneur militaire de Tripoli, Libye) soit venu personnellement installer ses hommes au Nord de la Syrie, et qu'Ayman Al-Zawahiri (numéro 1 d'Al-Qaïda depuis la mort officielle d'Oussama ben Laden) ait appelé au jihad en Syrie,

Suite à la page (18)

Les pays de l'ALBA dénoncent l'ingérence des « Contras » en Syrie

Dans un communiqué publié en marge du XI^{ème} sommet de l'organisation, les 9 États membres de l'ALBA (Alliance Bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) ont rejeté ce dimanche la « politique systématique d'ingérence et de déstabilisation » qui cherche à « imposer par la force un changement de régime au peuple syrien ».

La résolution des membres de l'ALBA condamne « les actes de violence armée que des groupes paramilitaires appuyés par des puissances étrangères ont lancé contre le peuple syrien ».

Les chefs des États membres de l'organisation d'intégration latino-américaine ont manifesté leur soutien à la « politique de réforme nationale initiée par le Gouvernement du président Bashar al-Assad, qui cherche à trouver une solution politique à la crise actuelle », « dans le respect de la souveraineté du peuple syrien et de l'intégrité territoriale de la Syrie ».

Les États atlantistes et du Golfe, ainsi que leurs relais de communication, accusent le gouvernement syrien de réprimer dans le sang une contestation pacifique. Au contraire, le gouvernement syrien affirme que ces mêmes pays occidentaux soutiennent des groupes armés qui mènent des opérations de sabotage dans le pays, ayant entraîné la mort de plusieurs milliers de citoyens, civils et militaires. Les observateurs de la Ligue arabe ont invalidé les accusations de leurs propres gouvernements et ont partiellement validé le point de vue syrien.



La résolution des membres de l'ALBA condamne « les actes de violence armée que des groupes paramilitaires appuyés par des puissances étrangères ont lancé contre le peuple syrien »

Bien que le cynisme qu'implique la mise en œuvre d'une stratégie de déstabilisation puisse laisser les Européens incrédules, il n'en est pas de même pour les Latino-Américains. Là-bas l'épisode des « Contras » est encore dans toutes les mémoires, et le parallèle avec la situation syrienne est immédiat.

Ces groupes armés (en espagnol : « Contre-Révolutionnaires ») avaient été soutenus et entraînés d'abord par la dictature argentine, en tant que sous-traitants, puis directement par les administrations Carter et Reagan pour renverser le gouvernement socialiste du Nicaragua

durant les années 80. Ils opéraient des raids contre l'économie et la population du Nicaragua à partir de bases arrière situées au Honduras.

Le bilan de cette fausse guerre civile organisée par les États-Unis contre un État et un peuple souverains est estimé à 57 000 victimes, dont 29 000 morts.

Les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN et du CCG, eux, multiplient les déclarations à l'encontre de la Syrie, à leurs yeux « plus isolée que jamais ».

Réseau Voltaire 6 février 2012

Henrique Capriles face à Chávez

Les primaires ont tranché : c'est le « jeune et têtue » gouverneur de l'Etat de Miranda qui a été confortablement désigné comme candidat de l'opposition pour affronter Hugo Chávez à l'élection présidentielle du 7 octobre.

Par Anne Proenza

Dans sept mois, c'est donc lui, Henrique Capriles Radonski, 39 ans, gouverneur du riche Etat de Miranda depuis novembre 2008, qui affrontera Hugo Chávez à la pré-

sidentielle du 7 octobre. «Le garçon en jean et tee-shirt», comme le décrit El Universal, «l'homme de l'unité», selon le quotidien Tal Cual, a en effet été désigné le dimanche 12 février comme candidat unique de l'opposition après des élections primaires inédites au Venezuela entre cinq candidats (quatre hommes et une femme) de la Mesa de la Unidad democrática (MUD, Table de l'unité démocratique), la coalition qui rassemble tous les partis de l'opposition à Chávez, du centre gauche à la droite dure.

Cet avocat, tombé dans la poli-

tique très jeune et devenu président de la Chambre des députés à 26 ans «encore quasi imberbe», est «persévérant jusqu'à l'entêtement» affirme El Universal. Sa famille d'origine juive polonaise par sa mère avait fui le nazisme, mais il est «de formation catholique» souligne le quotidien. Il a aussi été maire de Batuta, l'une des riches municipalités de Caracas. Accusé par le gouvernement d'avoir participé à un assaut contre l'ambassade cubaine, lors du coup d'état contre Hugo Chávez en avril 2002, il a passé quatre mois en prison en 2004.

Suite à la page (18)

**LA DIFFERENCE
AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE**



La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère

**Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201**

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: **718-703-0168** * Cell: **347-249-8276**

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



la presse occidentale poursuit son rêve romantique de révolution libérale.

Le plus ridicule, c'est d'entendre les médias occidentaux répéter servilement les imputations quotidiennes de la branche syrienne des Frères musulmans diffusant des dépêches sur les crimes du régime et ses victimes, sous la signature de l'Observatoire syrien des Droits de l'homme. Et d'ailleurs, depuis quand cette confrérie de putschistes s'intéresse-t-elle aux Droits de l'homme ?

Il aura suffi que les services secrets occidentaux mettent en scène un fantôme « Conseil national syrien », avec pour président un professeur de la Sorbonne et pour porte-parole la maîtresse de l'ancien patron de la DGSE, pour que des « terroristes » deviennent des « démocrates ». En un tour de main, le mensonge est devenu vérité médiatique. Les personnes enlevées, mutilées et assassinées par la Légion wahhabite sont devenues dans la presse des victimes du tyran. Les conscrits de toutes confessions qui défendent leur pays face à l'agression sectaire sont devenus des soldats alaouites opprimant leur peuple. La déstabilisation de la Syrie par des étrangers est devenue un épisode du « Printemps arabe ». L'émir de Qatar et le roi d'Arabie saoudite, deux monarques absolus qui n'ont jamais organisé d'élections nationales dans leurs pays et embastillent les contestataires, sont devenus des chantres de la révolution et de la démocratie. La France, le Royaume-Uni et les États-Unis, qui viennent de tuer 160 000 Libyens en violation du mandat qu'ils avaient reçu du Conseil de sécurité, sont devenus des philanthropes responsables de la protection des populations civiles. Etc.

Cependant la guerre de basse intensité que la presse occidentale et du Golfe dissimule derrière cette mascar-

ade a pris fin avec le double veto russe et chinois du 4 février 2012. L'OTAN et ses alliés ont été sommés de cesser le feu et de se retirer, au risque d'assumer une guerre régionale, voire mondiale.

Le 7 février, une importante délégation russe, incluant les plus hauts responsables du renseignement extérieur, est arrivée à Damas où elle a été accueillie par une foule en liesse, certaine que le retour de la Russie sur la scène internationale marquait la fin du cauchemar. La capitale, mais aussi Alep, la seconde ville du pays, pavosaient aux couleurs blanc, bleue, rouge, et défilaient derrière des banderoles écrites en cyrillique. Au palais présidentiel, la délégation russe a rejoint des délégations d'autres États, notamment de la Turquie, de l'Iran et du Liban. Une série d'accords a été conclue pour le retour à la paix. La Syrie a restitué 49 instructeurs militaires faits prisonniers par l'armée syrienne. La Turquie est intervenue pour faire libérer les ingénieurs et les pèlerins iraniens enlevés, y compris ceux qui étaient détenus par les Français (au passage, le lieutenant Tlass qui les séquestrait pour le compte de la DGSE a été liquidé). La Turquie a cessé tout soutien à l'« Armée syrienne libre », a fermé ses installations (hormis celle située sur la base de l'OTAN à Incirlik), et a livré son chef, le colonel Riad el-Assad. La Russie, qui s'est portée garante des accords, a été autorisée à réactiver l'ancienne base soviétique d'interception du Mont Qassioum.

Le lendemain, le département d'État des États-Unis a informé l'opposition syrienne en exil qu'elle ne devait plus compter sur une aide militaire US. Comprenant qu'ils ont trahi leur pays pour rien, les membres du Conseil national syrien sont partis en quête de nouveaux sponsors. L'un d'entre eux allant même jusqu'à écrire à Benjamin Netanyahu pour lui demander

d'envahir la Syrie.

Après un délai de deux jours nécessaire à la mise en œuvre des accords, les armées nationales non seulement de la Syrie, mais aussi du Liban, ont donné l'assaut des bases de la Légion wahhabite. Au Nord du Liban, un gigantesque arsenal a été saisi à Tripoli et quatre officiers occidentaux ont été faits prisonniers dans le Akkar dans une école désaffectée de l'UNRWA transformée en QG militaire. En Syrie, le général Assef Chawkat en personne a commandé les opérations. Au moins 1 500 combattants ont été faits prisonniers, dont un colonel français du service technique de communication de la DGSE, et plus d'un millier de personnes ont été tuées. À ce stade, il n'est pas possible de déterminer parmi les victimes combien sont des mercenaires étrangers, combien sont des Syriens collaborant avec les forces étrangères, et combien sont des civils pris au piège de la ville en guerre.

Le Liban et la Syrie ont rétabli leur souveraineté sur l'ensemble de leur territoire. Des intellectuels débattent de savoir si Vladimir Poutine n'a pas commis une erreur en protégeant la Syrie au prix d'une crise diplomatique avec les États-Unis. C'est une question mal posée. En reconstituant ses forces durant des années et en s'affirmant aujourd'hui sur la scène internationale, Moscou a mis fin à deux décennies d'un ordre mondial unipolaire dans lequel Washington pouvait étendre son hégémonie jusqu'à parvenir à une domination globale. Le choix n'était pas de s'allier soit à la petite Syrie, soit aux puissants USA, mais de laisser la première puissance du monde détruire un État de plus ou de bouleverser les rapports de force et de créer un ordre international plus juste dans lequel la Russie a son mot à dire.

Réseau Voltaire 14 février 2012

Selon Telesur «Capriles, cofondateur du parti de droite Primero Justicia [Justice d'abord] est accusé d'avoir reçu des fonds de l'entreprise publique Petróleos de Venezuela SA (PdVSA) en 1998, quand celle-ci n'appartenait pas encore au peuple, pour la création de son parti». Le site de la chaîne bolivarienne qui rappelle ses nombreux ennuis administratifs et judiciaires lui concède d'avoir «été membre du parti démocrate-chrétien Copei», mais lui prête l'envie de «défaire toutes les politiques sociales et économiques du gouvernement».

Près de 2,9 millions d'électeurs (sur 18 millions) se sont déplacés pour voter le dimanche 12 février (60 % ont voté pour Henrique Capriles). A l'instar de son principal challenger, Pablo Perez (qui a obtenu 30 % des suffrages), il affirme vouloir en finir avec la polarisation à outrance qui a longtemps divisé le pays entre chavistes et antichavistes.



Le candidat de l'opposition Henrique Capriles Radonski

Hugo Chávez, au pouvoir depuis treize ans, reste favori de l'élection présidentielle : « Je m'engage à ce que nous gagnions les élections de 2012 » a-t-il réitéré le dimanche 12 février.

Courrier international
13 février 2012

Falklands, le Premier ministre David Cameron -qui avait bu un coup de trop- a soutenu que la revendication argentine sur l'archipel de l'Atlantique sud était « beaucoup plus que du « colonialisme » (sic), parce que ces gens -les Kelpers, habitants des Malouines- veulent continuer à être britanniques... »

Cameron s'est resservi une gorgée et -il faut le lire pour le croire- a invoqué ensuite le droit des peuples à l'autodétermination! Faveur que Sa Majesté a refusé au peuple de Hong Kong lorsque l'ex-colonie britannique est passée, enfin, aux mains de la Chine populaire en 1997.

Le vice-président argentin, Amado Boudou, a qualifié les propos de l'Anglais « d'ex abrupto, maladroits et ignorants de la réalité historique... l'Argentine est née de sa lutte contre le colonialisme ». De son côté, le ministre des Affaires étrangères Héctor Timerman, en tournée dans les pays de l'Amérique centrale, a attiré l'attention sur le fait, lors d'un entretien avec le quotidien Página 12 de Buenos Aires, « que la Grande-Bretagne parle de « colonialisme » alors qu'elle est elle-même synonyme de colonialisme ». Dick Sawle, un des membres de l'Assemblée législative des Malouines (3 000 habitants), a assuré que « le Royaume-Uni pour l'instant n'est pas un pays colonialiste... C'est une erreur de parler d'événements de plus de 170 ans ». Opinion qui, en plus de rassembler le Congrès argentin dans une même lutte, a rappelé la déclaration suivante du leader politique Pino Solanas : « Des 16 enclaves coloniales qui subsistent encore dans le monde, 11 sont du Royaume-Uni ».

Pour les Anglais, c'est une plaie ouverte : en 1833 ils ont occupé les îles et, en 1982, ont gagné une ba-



Le vice-président argentin, Amado Boudou, a qualifié les propos de l'Anglais « d'ex abrupto, maladroits et ignorants de la réalité historique

taille. Cependant, depuis 2003, la politique extérieure indépendante et souveraine du gouvernement Kirchner remporte progressivement la bataille sur le terrain diplomatique, dans les négociations que Londres se refuse d'entamer dans le cadre du droit international et des résolutions du Comité de Décolonisation des Nations unies.

De fait, Página 12 rappelle que l'unique stratégie du Foreign Office a été la décision de faire appel à la puissance militaire et au Conseil de Sécurité de l'ONU, une fois que n'a pas abouti la manœuvre pour que la Communauté Européenne reconnaisse les îles comme Territoire d'Outre-Mer (TOM) britannique. Frustration qui a amené le général David Richards à élaborer des « plans d'urgence » suite aux rapports des services secrets reçus par Cameron rendant compte d'une « éventuelle invasion de pêcheurs pour planter des drapeaux argentins aux Malouines ».

Les temps ont changé. La cause anticoloniale des Malouines n'est plus un sujet seulement argentin. L'Amérique latine serre les rangs. Concrètement, le Chili et l'Uruguay ont refusé l'accès aux bateaux se dirigeant vers l'archipel, les pays de l'Amérique centrale se sont solidarisés avec l'Argentine, et le ministre des Affaires étrangères Antonio Patriota, faisant honneur à son nom, a confirmé ces positions au cours d'une conférence de presse tenue conjointement avec son homologue britannique, William Hague.

Le Département d'État lui-même vient de reconnaître que le différend relève d'un accord bilatéral entre l'Argentine et la Grande-Bretagne. Les seules positions discordantes ont été celles de deux sénateurs chiliens (pinochetistes), et celle du Mexique.

Bien qu'ayant souscrit, dans toutes les réunions internationales, aux droits inaliénables de l'Argentine sur les Malouines, la ministre des Affaires étrangères mexicaine n'a pas dit un mot sur les tentatives d'intimidation et les manœuvres militaires de la piraterie anglaise dans les eaux de l'Atlantique sud.

Merci à La Jornada
25 Janvier 2012

Traduit par Thierry Pignolet
Tlaxcala 8 Février 2012



Garry Conille et Hillary Clinton à Washington

Petro Caribe, qui permet de garder une partie pour le développement des quartiers populaires. Haïti doit choisir les quartiers dans lesquels ils vont commencer ce projet pilote et ils vont mettre des fonds pour rénover les quartiers.

8) Le Venezuela va envoyer 3 missions ce mois-ci : une première va venir dans 3 jours pour une semaine, une autre mission viendra du 17 au 19 février et le Chancelier vénézuélien Nicolás Maduro sera, à Jacmel le 2 et 3 mars prochain pour signer les nombreux accords discutés au Venezuela.

9) Le Venezuela a donné son accord pour que le Ministère des Affaires Étrangères envoie 10 membres de son Ministère pour une formation sur la gestion et le protocole...

Au sommet de l'ALBA, l'Argentine qui aide déjà Haïti dans le domaine de la sécurité alimentaire à travers son programme « Pro Huerta » où ils donnent déjà des semences à 250,000 paysans, s'est engagée à l'augmenter à 1 million.

L'Équateur a promis 5 millions de dollars pour les infrastructures routières en Haïti.

Cuba a promis d'augmenter sa coopération avec Haïti dans le domaine de la santé et dans un premier temps dans l'alphabétisation. Le Président Martelly s'est entretenu avec le Général Raúl Castro Ruz. Cuba. Jusqu'à présent le programme «wi nou kapab» a déjà alphabétisé 250,000 citoyens haïtiens. Haïti a demandé dans le cadre d'une

coopération tripartite Cuba-Venezuela-Haïti, d'augmenter ce nombre à 1 million de bénéficiaires et ces pays ont donné des indications qu'ils sont d'accord.

La visite du président Martelly en Amérique du Sud à l'ALBA inquiète Washington. Le président du Sénat haïtien, Desras Simon Dieuseul, qui accompagnait le Premier ministre haïtien, Garry Conille au Cours d'une visite à Washington s'est servi de porte-parole de la Chambre des représentants des États-Unis pour exprimer leur appréhension d'une manière inélégante. Il disait avoir appris l'inquiétude de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis, sur les relations qu'entretiennent Haïti à l'ALBA, dans la région. Le président du Sénat, Desras Simon, du Plateau Central a eu l'audace de préciser : « Même si Haïti avait besoin d'argent, nous ne pouvons pas accepter des fonds de n'importe quelle provenance, au risque d'hypothéquer nos acquis démocratiques et perturber les relations dans les Amériques. » Le sénateur, converti en défenseur de Washington, devrait dire de perturber les relations avec les États-Unis.

Le premier ministre, Garry Conille de son côté, tentait de minimiser les relations d'Haïti avec les pays de l'Amérique latine. Il disait qu'Haïti n'a que le statut d'observateur à l'ALBA et que seulement une longue histoire d'amitié avec les peuples de l'Amérique surtout de Cuba et du Venezuela qui li-

ait Haïti avec ces pays.

Pourquoi les États-Unis s'inquiètent-ils des relations d'Haïti avec ces pays frères qui manifestent leur volonté d'aider le peuple haïtien, quand eux-mêmes n'ont pas bougé dans leurs promesses. Ceci est d'autant vrai que même quand le Premier ministre, Garry Conille est allé à Washington voir ce qui en est, il est retourné en Haïti bredouille avec les mains vides.

**Only \$20
for 1 year**
Online subscription to
Haiti Liberté
Go to
www.haitiliberte.com

**TAP TAP
HAITIAN RESTAURANT**

TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people in their struggle for justice and democracy.
819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION

Adopt: A loving, educated, well traveled couple hoping to adopt a newborn. Home filled with love, laughter. Nearby extended family awaits. Please call: Lisa/ Brian 1-888-939-8399 www.Lbadopt.onfo

AUTOS WANTED

DONATE VEHICLE: RECEIVE \$1000 GROCERY COUPONS. National Animal Welfare Foundation. Support NO KILL Shelters. Help Homeless Pets. Free Towing, TAX DEDUCTIBLE, NON-RUNNERS Accepted 1-888-333-3848

AUTOS WANTED

CASH FOR CARS! We Buy ANY Car or Truck, Running or NOT! Damaged, Wrecked, Salvaged OK! Get a top dollar INSTANT offer today! 1-800-267-1591

HELP WANTED

AIRLINES ARE HIRING- Train for hands on Aviation Career. FAA approved program. Financial aid if qualified- Job Placement Assistance. CALL Aviation Institute of Maintenance (866)296-7093

HELP WANTED

Driver- Start out the year with Daily Pay and Weekly Hometime! Single Source Dispatch. Van and Refrigerated. CDL-A, 3 months recent experience required. 800-414-9569 www.driveknight.com

HELP WANTED

INSURANCE INSPECTOR FT & PT. For Kings, Queens and Nassau territories. Work independently in the field to verify measurements and condition of homes for insurance companies. *No Sales *Paid Training. Computer experience, digital camera, car, cell phone required. Knowledge of home construction and customer service a plus. Production based pay, \$15/ hour. Very achievable \$20-\$25/hour for motivated employees. Apply at: www.mueller-inc.com Reference #17316

LAND FOR SALE

NYS LAND WANTED Cash Buyer Looking for 2-3 farms or wood lots in your area. 25-1000 acres, cash deal, quick closing. No closing costs to you. Local NYS Forestry Company in business for over 20 years. Fully guaranteed. Call 800-229-7843

LAND FOR SALE

NY SPORTSMAN & OUTDOOR FAMILY LAND BUYS! This is the best time ever!! 6AC-along snowmobile trail WAS: \$29,995. NOW: \$13,995. 52AC-Near Salmon River WAS: \$69,995. NOW \$49,995. 5AC-Beautiful woodlands & riverfront WAS: \$69,995 NOW: \$39,995. 97AC-Timber & trout stream WAS: \$119,995 NOW: \$99,995. In-house financing. Over 150 land bargains. Call 800-229-7843 Or visit www.LandandCamps.com

LEGAL

REAL ESTATE CLOSINGS \$875. Expd Attorney. Free Buy/Sell Guide. CRIMINAL MATTERS Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay, Ozone Park, NY 11417 718 835-9300. lovelllaw@aol.com.

LEGAL SUPREME COURT OF THE STATE OF NEW YORK COUNTY OF QUEENS

KIMBERLY M. LEVEILLE
Plaintiff,

-against-

FRANCK H. LEVEILLE

Defendant

Index No. 18783-11
Date Summons Filed 8/9/11

Plaintiff Designates QUEENS County as the place of trial.

The basis of venue is:
Plaintiff's Residence

SUPPLEMENTAL SUMMONS WITH NOTICE

Plaintiff's residence:
7013 Catamaran Way
Averne, N.Y 11692

ACTION FOR A DIVORCE

To the above named Defendant:

YOU ARE HEREBY SUMMONED to answer the complaint in this action and to serve a copy of your answer, or if the complaint is not served with this summons to serve a notice of appearance, on the Plaintiff's Attorney within twenty (20) days after the service of this summons exclusive of the day of service where service is made by delivery upon personally within the state, or within thirty (30) days after completion of service where service is made in any other manner. In case of your failure to appear or answer, judgment will be taken against you by default for the relief demanded in the complaint, or where the complaint is not served with this summons, for the relief requested in the notice set out below.

PLEASE TAKE NOTICE that the nature and object of this action is to obtain a judgment divorcing the parties and dissolving the bonds of matrimony on the grounds of: (1), and (2) DRL § 170(1) – the cruel and inhuman treatment of the Plaintiff by the Defendant, DRL § 170(7) – Irretrievable Breakdown and that the relief requested is:

- 1- The granting of a judgment of absolute divorce against you and in favor of the Plaintiff dissolving forever the bonds of matrimony between the parties to the above entitled action;
- 2- Awarding Plaintiff physical and legal custody of the minor child of the marriage, Grant Leveille, DOB: July 3, Social Security No. 064-98-3695
- 3- Child support for the child of the marriage to be paid by Defendant according to the New York State Basic Child Support Guidelines;
- 4- Awarding Plaintiff equitable distribution of all marital property, including but not limited to Defendant's numerous pensions
- 5- Awarding the Plaintiff maintenance to be paid by the Defendant; and
- 6- Declaring the rights of the parties to their separate property;
- 7- Compelling defendant to maintain and provide suitable policies of life and health insurance for the benefit of the infant issue;
- 8- Awarding to Plaintiff the exclusive use and occupancy of the marital residence located at 7013 Catamaran Way, Arverne, New York 11692;
- 9- Awarding Plaintiff reasonable sums for counsel, investigative, appraisal, accountant, and other expert fees and expenses;
- 10- And for such other and further relief as to the Court may seem just and proper, together with the costs and disbursements of this action.

NOTICE OF AUTOMATIC ORDERS (D.R.L. 236)

PURSUANT TO DOMESTIC RELATIONS LAW § 236 PART B, SECTION 2, as added by Chapter 72 of the Laws of 2009, both you and your spouse (the parties) are bound by the following AUTOMATIC ORDERS, which shall remain in full force and effect during the pendency of the action unless terminated, modified or amended by further order of the court or upon written agreement between the parties:

- 1- Neither party shall sell, transfer, encumber, conceal, assign, remove or in any way dispose of, without the consent of the

other party in writing, or by property, cash accounts, stocks, mutual funds, bank accounts, cars and boats) individually or jointly held by the parties, except in the usual course of business, for customary and usual household expenses or for reasonable attorney's fees in connection with this action.

- 2- Neither party shall transfer, encumber, assign, remove, withdraw or in any way dispose of any tax deferred funds, stocks, or other assets held in any individual retirement accounts, 401k accounts, profit sharing plans, Keogh accounts, or any other pension or retirement account, and the parties shall further refrain from applying for or requesting the payment of retirement benefits or annuity payments of any kind, without the consent of the other party in writing, or upon further order of the court.

- 3- Neither party shall incur unreasonable debts hereafter, including, but not limited to further borrowing against any credit line secured by the family residence, further encumbering any assets, or unreasonably using credit cards or cash advances against credit cards, except in the usual course of business or for customary or usual household expenses, or for reasonable attorney's fees in full force and effect.
- 4- Neither party shall cause the other party or the children of the marriage to be removed from any existing medical, hospital and dental insurance coverage in full force and effect.
- 5- Neither party shall change the beneficiaries of any existing life insurance policies, and each party shall maintain the existing life insurance, automobile insurance, homeowners and renters insurance policies in full force and effect.

Dated: August 8, 2011
New York, New York

De Leon & Associates, PLLC
By: Sharifa Milena Nasser, Esq
Attorney(s) for Plaintiff
26 Broadway – Suite 2100
New York, New York 10004
Telephone: (212) 747-0200
Facsimile: (212) 747-0202

MISCELLANEOUS

SAWMILLS from only \$3997- MAKE & SAVE MONEY with your own bandmill- Cut lumber any dimension. In stock ready to ship. FREE Info/DVD: www.NorwoodSawmills.com 1-800-578-1363 Ext.300N

MISCELLANEOUS

EARN COLLEGE ONLINE. *Medical, *Business, *Criminal Justice. Job placement assistance. Computer available. Financial Aid if qualified. SCHEV certified Call 888-201-8657 www.CenturaOnline.com

VACATION RENTALS

OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED

BUYING ALL Gold & Silver COINS FOR CASH! Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc- Near NYC 1-800-959-3419

Do you take
VIAGRA
or
CIALIS?
SAVE \$500!
Get 40 100mg/20mg pills for only \$99.00
BUY THE BLUE PILL NOW!
Call **1-888-746-5615**
CALL NOW AND GET 4 BONUS PILLS FREE!
SATISFACTION GUARANTEED

Healthcare

will generate 3.2 million new wage & salary jobs*

How will you prepare?

Let Plaza College help you prepare with:

- Associate through Bachelor degrees
- Day, Evening & Weekend Classes
- Financial Aid for those who qualify
- Clinical Assistantships



CALL 718.514.7024
www.PlazaCollege.edu

74-09 37 AVE., JACKSON HEIGHTS, QUEENS
* Source: BMO Capital Market and U.S. Dept. of Labor

Management

of companies and enterprises will grow 11.4%*

How will you prepare?

Let Plaza College help you prepare with:

- Associate through Bachelor degrees
- Day, Evening & Weekend Classes
- Financial Aid for those who qualify
- Career Placement Services



CALL 718.509.9167

www.PlazaCollege.edu

74-09 37 AVE., JACKSON HEIGHTS, QUEENS
* Source: BMO Capital Market and U.S. Dept. of Labor

Have you suffered a thigh bone/femur injury? Attention FOSAMAX® VICTIMS



Recent studies have indicated that use of the osteoporosis medicine Fosamax® can lead to fractures in the femur – the hip bone. These fractures can occur in low-impact situations, such as when stepping down stairs or even just falling from a standing height or less. This significant risk has been recently added to the Warnings and Precautions section of the label. If you or your loved one has suffered a HIP fracture after taking Fosamax® it is your best interests to investigate your legal rights for possible compensation! Weitz & Luxenberg can help you understand your legal options. We are one of America's largest trial law and products liability law firms representing injured persons with total verdicts and settlements in excess of \$3 Billion, and are committed to represent your interests aggressively and professionally. For a free consultation please call us today at **1-888-411-LAWS (5297)**.

WEITZ & LUXENBERG LAW OFFICES

700 BROADWAY • NEW YORK, NY 10003
BRANCH OFFICES IN NEW JERSEY & CALIFORNIA
1.888.411.LAWS • www.weitzlux.com

ATTORNEY ADVERTISING. Prior results do not guarantee a similar outcome. We may associate with local firms in states wherein we do not maintain an office. NO RECOVERY, NO FEES OR COSTS.

We are also investigating
ACTOS™
BLADDER CANCER INJURIES

Suite de la page (8)



Nicolas Duvalier et sa mère Michèle Bennett

pour leur « benefactor» Duvalier Jean-Claude, porteraient une banderole sur laquelle serait écrite leur mot d'ordre : «Cruels pour les faibles, dociles aux forts. »

Enfin, un carnaval de tonnerre, en relation avec son identité originelle, une bacchanale chargée de rappeler l'histoire et de mettre en scène, en couleur et en musique les «vertus» des élites et des gouvernants de «avant ces vingt-cinq dernières années» où tout était calme, luxe et volupté dans une Haïti prospère avec, néanmoins, 80% d'analphabètes. PS le titre générique en créole du carnaval serait : **Dan pouri genyen fos sou bannann mi.**

Violent incendie dans un camp à St Martin, 2 morts, 18 blessés

Qu'il s'agisse d'exactions des bandits, d'intempéries, d'abus d'autorité, d'incendies ou autres, les sinistrés du séisme du 12 janvier 2010, vivant dans des camps, sous des tentes de fortune, n'ont pas cessé d'endurer de lourdes épreuves.

En effet, dans la matinée du mercredi 8 février dernier, un camp de déplacés du nom d'« Argentine » se trouvant dans la zone 4, au Carrefour Péan, rue Saint Martin, a été la proie d'un violent incendie, emportant dans les flammes 300 tentes. Selon ce qu'ont confirmé certaines victimes, le brasier tient sa source de l'éclatement d'un réchaud à gaz au plus grand bloc du camp « Argentine » appelé Zone 4.

Le maire de Port-au-Prince, Jean Yves Jason, ayant confirmé lui aussi cette information, a dressé un bilan partiel du désastre relevant les dégâts à 2 morts dont une fillette de 3 ans Kimberline Damuste, trouvée calcinée sur le site du désastre et 18 blessés. Le père de la petite Kimberline, Mr Damuste, n'a pas pu retrouver les traces de ses 5 autres enfants, après des recherches méticuleuses. Ces malheureux sinistrés dont leurs espoirs se trouvent amoindris de jour en jour quant à une solution, ne savent à quels saints se vouer pour quitter ces camps d'enfer à Port-au-Prince.

Décès de la diva de la pop Whitney Houston, la veille des Grammy Awards

La chanteuse et actrice américaine Whitney Houston, l'une des artistes pop ayant vendu le plus de disques avant de voir sa carrière sombrer dans la drogue et l'alcool, est morte samedi à 48 ans dans un hôtel de Beverly Hills, la veille de la cérémonie des Grammy Awards. "A 15H55 (23H55 GMT), Whitney Houston a été déclarée morte au Beverly Hilton Hotel" où elle séjournait, a déclaré un porte-parole de la police de Beverly Hills, le lieutenant Mark Rosen.

Sa mort intervient à la veille des 54e Grammy Awards, les "Oscars" de la musique aux Etats-Unis, qui doivent se tenir dimanche soir à Los Angeles et qu'elle avait remportés à six reprises. La chanteuse devait participer samedi à une soirée organisée au Beverly Hilton -- l'hôtel où elle a été retrouvée morte -- par le producteur Clive Davis, qui l'avait découverte, en marge des Grammys.

Les causes de la mort de la diva pop restaient indéterminées dans l'immediat, selon le lieutenant Rosen, et des enquêteurs se trouvaient toujours dans la chambre de la chanteuse samedi soir pour tenter d'en préciser les circonstances.

M. Rosen a précisé que la police avait reçu à 15H43 un appel d'urgence de l'entourage de la chanteuse -- son compagnon, le chanteur de R&B Ray-J, selon CNN -- et qu'ils avaient trouvé son corps gisant par terre, dans sa chambre au quatrième étage.

A leur arrivée, des membres du personnel de sécurité de l'hôtel étaient déjà en train de tenter de la ranimer, sans succès.

De multiples véhicules de police et un laboratoire d'analyse criminelle mobile étaient stationnés devant l'hôtel, tandis que les clients regardaient les informations sur des télévisions installées dans le hall. Une poignée de fans étaient également rassemblés dans le Beverly Hilton, où la soirée de Clive



Whitney Houston

Davis se tenait malgré tout. Sur les réseaux sociaux, notamment twitter, les hommages de célébrités et d'anonymes n'ont pas tardé. «J'ai le coeur brisé et suis en pleurs après la mort choquante de mon amie, l'incomparable Mme Whitney Houston», a écrit la chanteuse Mariah Carey.

« Nous avons perdu une autre légende. Mon amour et mes prières vont à la famille de Whitney », a déclaré pour sa part Christina Aguilera, tandis que Rihanna a simplement écrit: « Je n'ai pas de mots! Juste des pleurs ».

Les organisateurs des Grammys ont précisé qu'ils allaient opérer des changements dans le programme de la soirée, qui se tient dimanche au Staples Center, et que Jennifer Hudson chanterait un hommage à la chanteuse.

Surnommée «La Voix», Whitney Houston a dominé la scène musicale

américaine de pop et de soul dans les années 1980 et 1990, et vendu 170 millions de disques. Parmi ses plus grands hits figurent «How Will I Know», «Saving all My Love for You» et «I Will Always Love You», chanson phare de l'année 1992 et du film «Bodyguard» où elle partageait l'affiche avec Kevin Costner.

Cousine de Dionne Warwick et fille d'une choriste Cissy Houston, elle était née le 9 août 1963 à Newark (New Jersey) et s'était lancée dans la musique après un peu de mannequinat et des participations à des sitcoms.

Depuis le début des années 2000, des problèmes de toxicomanie ont valu à Whitney Houston de faire souvent la Une de la presse populaire, tandis que son créneau musical a été occupé par des chanteuses plus jeunes comme Mariah Carey puis Beyoncé ou Rihanna. En 2009, après des années d'absence artistique au cours de laquelle elle a fait parler d'elle autant pour ses démêlés avec la drogue que pour sa carrière, Whitney Houston a publié un nouvel album «I look to you», salué par la critique.

« Je peux résister à la douleur, mais ma vie ne se résume pas à cela », chante-t-elle dans la chanson «Nothin' but love», présente sur son dernier album.

En 2010, elle avait dû annuler une partie de sa tournée européenne et être hospitalisée à Paris pour une infection respiratoire et était toujours confrontée à ses démons qui lui ont valu une nouvelle cure de désintoxication au printemps dernier.

Sa dernière apparition publique remonte à jeudi, où elle a été aperçue devant une discothèque d'Hollywood débraillée et désorientée, selon la chaîne ABC. Elle y avait également eu une altercation avec une célébrité de télé-réalité, selon le Hollywood Reporter.

Jeune Afrique 12 février 2012

Albert Mangonès, l'innovateur

Témoin et acteur de l'émergence d'un langage plastique

2ème partie

Par Prince Guetjens

Parallèlement à ses responsabilités au Centre d'Art qui se retrouve être le noeud de la peinture haïtienne pendant plusieurs décennies, Albert Mangonès s'inscrit en dur dans l'histoire de l'architecture en Haïti. Il est le chef de file d'un groupe d'architectes qui a pratiquement révolutionné l'habitat en Haïti pendant la période allant de 1950 à 1990. Il a sérieusement agi sur l'esthétique globale dans la construction de l'habitat qui tenait peu compte du climat tropical et de la lumière naturelle.

Albert Mangonès n'a pas vraiment été remercié pour sa contribution à l'émergence de la peinture populaire haïtienne, ni non plus pour son apport à l'émergence d'une nouvelle forme d'habitat en Haïti.

Sculpteur, peintre et architecte, l'artiste très ordonnateur des formes met son talent au service d'une orientation idéologique bien définie qui ne l'a aucunement empêché de mettre son savoir au service de son époque. Son oeuvre architecturale qui résiste encore aux catastrophes sociales de ces dernières décennies témoigne de l'amour du pays et de la volonté d'innover qui transcendent le charbon de son crayon. Témoin traversé par les conséquences des préjugés d'une élite inapte qui a poussé à l'échec le Centre d'Art Haïtien, Albert Mangonès fait preuve d'une grande ouverture d'esprit. Il croit fermement que personne n'a le droit de faire de force le bonheur du voisin, quoique cette certitude soit souvent secouée

par les dérives d'un pouvoir politique à bout de ressources pour s'accomplir. Il est de ceux qui préfèrent que le monde marche tout seul autour de l'homme, qui se sent poète lorsque son esprit est libéré des contingences. Il croit que ce dernier devient libre dans le plein exercice de ses responsabilités.

Mangonès pose comme prémisses dans sa démarche de construire une ville le bonheur de la famille, cette institution si noble et si précieuse dans le renouvellement du corps social. Rien n'est plus important que la création/construction de la cellule à habiter. Il est comme resté attaché au mythe de la fourmilière humaine, de la ruche, de la Vie des Abeilles de Maeterlinck. C'est chez lui tout un système où se trouvent d'abord à la base la mère, la cellule et la famille. Un ensemble de cellules forme une unité d'habitation. Des unités d'habitation forment une cité, des cités, un monde.

Dans la démarche de Mangonès, on y perçoit par moments celle de Le Corbusier, qui se construit autour du principe que chacun doit être à sa place; qu'il faut l'y maintenir au besoin et qu'ainsi tout le monde est heureux. Les hommes régénérés fondent de gratitude pour ceux qui leur ont préparé leurs cadres de vie.

Le constructeur Mangonès revoit la conception Gingerbread (grande maison en bois avec étage terminé par des toits en forme de volutes) qui a ponctué le début du XXème siècle haïtien,

Suite à la page (16)

BILLS DUE

BILLS DONE

URGENT BILL PAYMENTS

STARTING AT **\$5** TRANSFER FEE*

- GUARANTEED PROOF OF PAYMENT¹
- URGENT, NEXT DAY AND 2ND DAY²
- OVER 10,000 BILLERS

Visit **WesternUnionPaysMyBills.com** by April 1, 2012
for a chance to win **\$5,000**. No purchase necessary.

moving money for better

*WESTERN UNION ALSO MAKES MONEY FROM CURRENCY EXCHANGE. For current exchange rate call at 1-800-590-1973.
¹Western Union guarantees to provide a transaction identification number that can be used for bill payment tracking purposes or your fee will be refunded.
²Payment delivery options may vary by biller. Payment delivery may be delayed or services unavailable depending on certain transaction conditions including the amount sent, destination country, currency availability, regulatory issues, identification requirements, imposition of fees, selection of delayed delivery options, biller cut-off times or posting procedures, or biller failure to properly or timely credit funds sent. Additional restrictions may apply. See Payments form for terms and conditions. Western Union may not be directly contracted with certain billers for the provision of payment services.
No Purchase, Transaction or Payment of any Kind is Necessary to Enter or Win. Purchase/Transaction/Payment Will Not Increase Chance of Winning. The Western Union "Pays My Bills" Sweepstakes (the "Sweepstakes") is subject to complete Official Rules available at www.WesternUnionPaysMyBills.com. The Sweepstakes begins 12:00:00 PM ET ("Eastern Time") 2/06/2012 & ends at 11:59:59 PM ET 4/01/2012 (the "Entry Period"). Sweepstakes open only to qualifying legal U.S. residents (having a valid Tax Identification Number (TIN) or Social Security Number (SSN)), who are 18 years of age or older as of 2/6/12, except for employees of Sponsor, their respective parent companies, subsidiaries, and affiliates and their immediate family members or household members. **To Enter On Line** complete and submit electronically all the information required on the entry/registration form located at www.WesternUnionPaysMyBills.com anytime during the Entry Period. Limit one Entry per person/email address/per day, up to a total of 7 entries per weekly Entry/Drawing Period. There are a total of 8 weekly grand prizes offered in the Sweepstakes with a total Approximate Retail Value (ARV) of \$40,000. Each grand prize consists of a check in the amount of \$5,000 each. See full Official Rules for restrictions, complete entry instructions, odds of winning a sweepstakes prize, and Entry/Drawing schedule. **Sponsor:** Western Union Financial Services, Inc., 12500 E. Belford Ave., Englewood, CO 80112. Licensed as a money transmitter by the Banking Department of the State of New York. ©2012 Western Union Holdings, Inc. All Rights Reserved.